

ENJEUX SÉCURITAIRES ET MIGRATOIRES

ALGER ET MADRID FONT FRONT COMMUN

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8320 MARDI 21 OCTOBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CHANEGRIHA AU SALON ADEX-2025

Rehausser la coopération entre Alger et Séoul

Page 24

CRISE ALGÉRIE - FRANCE

VERS UNE REPRISE DU DIALOGUE ?

Le départ de l'ancien ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, laisse entrevoir un espoir de dégel dans les relations entre les deux pays, arrivées au point de rupture. La reprise du dialogue entre l'Algérie et la France semble une orientation inscrite dans la feuille de route du nouveau ministre français de l'intérieur Laurent Nunez. Pour preuve, trois indices concourent, à l'évidence, à accréditer cette thèse, une semaine après la nomination du nouveau gouvernement français.

Page 3



ÉDUCATION NATIONALE

Saâdaoui tend la main aux syndicats

Page 2

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP

Un rendez-vous stratégique

Page 4

SILA

49 pays et plus de 1 200 exposants attendus

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

JOURNÉE D'ÉTUDE À L'USTHB

Une urbanisation maîtrisée contre les risques naturels

LA QUESTION de la résilience urbaine face aux catastrophes naturelles demeure un enjeu majeur pour les villes algériennes. Intervenant lors d'une journée d'étude dédiée à la thématique de « la ville perméable », organisée à l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB). Comment rendre nos villes plus sûres face aux catastrophes naturelles, telles que les inondations ? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre les experts participant au séminaire.
Mme. Ratiba Baouali, experte consultante en aménagement et urbanisme et chef de l'équipe de recherche « Ville de projet et développement durable » au sein du Laboratoire de Recherche et d'Etudes en Aménagement et Urbanisme (LERAU), a souligné la nécessité de renforcer les outils scientifiques et juridiques de prévention des risques.
« Les catastrophes naturelles peuvent porter atteinte aux vies humaines et aux habitations, notamment celles construites dans des zones vulnérables ou dépourvues de réseaux d'assainissement », a-t-elle expliqué, en insistant sur la fragilité de certains tissus urbains face aux aléas climatiques.
Depuis plusieurs années, le laboratoire mène, selon l'experte, des études approfondies sur la résilience urbaine, notamment dans la capitale et sa périphérie, comme Bab Ezzouar et Bab El Oued. Ces travaux, menés avec des étudiants en master et doctorat, ont permis de dresser des cartes de risque et de proposer des modèles d'aménagement adaptés aux réalités locales.
Mais pour la chercheuse, un maillon essentiel manque encore. « Nous avons des cartes de servitude et de risque, mais pas de véritables schémas de résilience. Le volet juridique de ces plans reste absent».
Afin de donner un prolongement concret à ces travaux, Mme Baouali a fait savoir que le LERAU a noué plusieurs conventions de coopération avec le ministère de l'Habitat et des acteurs publics comme SEAAL. Grâce à ces partenariats, sept projets de master ont vu le jour, transformés en start-up universitaires innovantes.
Ces jeunes chercheurs ont mis au point des solutions technologiques fondées sur les systèmes d'information géographique (SIG) et sur des capteurs d'inondation intelligents, capables de détecter les zones à risque en temps réel.
« Nous avons soutenu sept projets de master et deux dans le cadre de start-up universitaires, qui proposent des solutions concrètes pour la gestion des eaux pluviales et la prévention des risques », a indiqué la chercheuse,
Au-delà des résultats techniques, Dr Baouali insiste sur la nécessité de valoriser les travaux scientifiques et de les intégrer dans les politiques publiques. « Nos études ne doivent pas rester dans les tiroirs des laboratoires. Elles doivent contribuer à une urbanisation durable, capable d'anticiper les risques et de protéger nos ressources en eau », plaide-t-elle.

L. L.

ÉDUCATION NATIONALE

Saâdaoui ouvre la porte au dialogue avec les syndicats

Le ministère de l'Éducation nationale a entamé, hier, une série de rencontres bilatérales avec les organisations syndicales agréées du secteur, et ce, dans le cadre du renforcement du dialogue social et de la concertation autour des préoccupations des personnels de l'éducation.

Ces rencontres bilatérales, qui s'inscrivent dans la continuité du dialogue engagé depuis plusieurs mois, devraient permettre de consolider la voie d'une réforme concertée et inclusive du système éducatif.
Sous la supervision du ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, ces réunions, programmées les lundis et jeudis de chaque semaine, se tiennent au siège du ministère à El Mouradia, selon un calendrier préétabli.
Au total, 21 syndicats représentatifs du secteur ont été invités à ces rencontres. Parmi eux figurent notamment le Syndicat des enseignants du primaire, le Conseil des lycées d'Algérie (CELA), le Syndicat national autonome des enseignants du primaire (SNAEP), le Syndicat national autonome des enseignants du moyen (SNAEM), le Syndicat national des surveillants et assistants pédagogiques, le Syndicat national des travailleurs de l'éducation, ainsi que le Syndicat national des agents techniques du secteur de l'éducation nationale.
Ces rencontres verront également la participation du Syndicat algérien des travailleurs de l'éducation, du Syndicat national des adjoints de l'éducation, du Syndicat autonome des agents des services économiques, du Syndicat des conseillers pédagogiques, du Conseil national autonome des enseignants du secondaire (CNAES), ainsi que du Syndicat autonome des conseillers pédagogiques.
L'Organisation algérienne des enseignants de l'éducation, le Syndicat national des directeurs d'écoles primaires, le Conseil national autonome des directeurs du moyen et du secondaire, le Syndicat national des censeurs, le Syndicat national des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle et le Syndicat des agents de laboratoires prendront également part à ces consultations.
Ces rencontres s'inscrivent dans une démarche de concertation continue entre le ministère et ses partenaires sociaux, visant à renforcer la confiance et approfondir le dialogue sur les grands dossiers du secteur.
Le ministère entend ainsi répondre aux préoccupations exprimées sur le terrain et consolider les relations professionnelles avec les représentants des travailleurs de l'éducation.
S'agissant du projet de révision du statut particulier des personnels relevant des corps spécifiques de l'éducation nationale, le ministère a annoncé que son examen sera reporté à des réunions ultérieures, le temps d'achever la rédaction de la version préliminaire du texte. Pour rappel, la précédente année scolaire a été marquée par une large consultation autour du projet de modification du statut particulier et du régime indemnitaire, au cours de laquelle les syndicats avaient formulé leurs propositions concernant cinq grandes catégories professionnelles, à savoir l'enseignant, les personnels éducatifs, les conseillers d'orientation et de l'orientation scolaire, les techniciens de laboratoires et les conseillers en nutrition scolaire. Le comité technique, présidé par le chef de cabinet du ministère, poursuit l'étude des observations syndicales sur les deux décrets exécutifs du 21 janvier 2025, à savoir le décret n°25-54 relatif au statut particulier des personnels de l'éducation nationale, et le décret n°25-55 fixant le régime indemnitaire. Les contributions syndicales, jugées complètes et constructives, ont été rassemblées dans une plateforme commune de propositions, appelée à servir de base pour la préparation du projet final.
Les organisations syndicales insistent sur la nécessité de garantir un équilibre entre les différentes catégories professionnelles et d'instaurer des conditions d'intégration réalistes et équitables. Elles plaident également pour des possibilités de promotion élargies, avec un nombre de postes conséquent et des critères d'ancienneté raisonnables.
Enfin, elles réaffirment la revendication d'un système indemnitaire juste et motivant, garantissant la dignité financière et morale des personnels de l'éducation tout au long de leur carrière, et leur évitant le recours à l'endettement ou à des activités parallèles.


Mohamed Seghir Saâdaoui.

Lynda Louifi

ACCÈS NUMÉRIQUE AU SAVOIR

La bibliothèque universitaire lancée

LE MINISTÈRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique vient de franchir une nouvelle étape dans la modernisation du système universitaire algérien avec le lancement officiel de la Bibliothèque universitaire numérique de l'Office des publications universitaires (OPU). La cérémonie du lancement a été présidée, hier, par le ministre Kamel Baddari.
Ce projet d'envergure s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique du secteur, visant à offrir aux étudiants, enseignants et chercheurs un accès élargi, fluide et moderne aux ressources scientifiques et pédagogiques. La plate-forme numérique, développée par l'OPU, en partenariat avec plusieurs institutions nationales, propose plus de 110 000 documents électroniques, incluant les ouvrages édités par l'Office des publications universitaires, des thèses de doctorat réalisées en coopération avec le CERIST, des publications du Conseil supérieur de la langue arabe, des travaux du Centre national d'études et de recherches sur le Mouvement national et la Révolution du 1er novembre 1954, ainsi qu'une base de données sur les brevets, développée avec l'INAPI.
Conçue pour être simple d'utilisation et interactive, la bibliothèque numérique offre une interface moderne permettant la recherche intelligente, la lecture en ligne et le téléchargement sur différents appareils. L'accès aux contenus se fera moyennant un abonnement annuel symbolique de 300 DA, permettant aux étudiants de consulter librement l'ensemble des documents disponibles. A partir du mois de novembre 2025, les ouvrages numériques seront également disponibles à l'achat en ligne en devises étrangères, rendant la production universitaire algérienne accessible à l'international.
Le ministère de l'Enseignement supérieur a souligné que cette réalisation marque une étape clé dans la numérisation du savoir et la démocratisation de l'accès à la connaissance. Elle traduit la volonté de l'Etat de bâtir un écosystème universitaire moderne, innovant et connecté. L'Office des publications universitaires ambitionne d'élargir rapidement le contenu de la plate-forme pour atteindre 500 000 documents numériques d'ici à 2027, confirmant la volonté de l'Algérie de s'imposer dans la sphère du savoir numérique.

Lynda L.

CRISE ALGÉRIE - FRANCE

Vers une reprise du dialogue ?

Le départ de l'ancien ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, laisse entrevoir un espoir de dégel dans les relations entre les deux pays, arrivées au point de rupture. La reprise du dialogue entre l'Algérie et la France semble une orientation inscrite dans la feuille de route du nouveau ministre français de l'intérieur Laurent Nunez. Pour preuve, trois indices concourent, à l'évidence, à accréditer cette thèse, une semaine après la nomination du nouveau gouvernement français.

C'est ainsi que des sources concordantes à Paris évoquent l'éventualité d'une levée des restrictions consulaires. En premier lieu, trois des douze consuls d'Algérie en France pourraient obtenir leurs agréments de la part des autorités françaises dans les prochains jours.

Ce qui constitue un pas important lorsqu'on sait que ces agréments étaient gelés depuis plusieurs mois, contrariant considérablement les affaires consulaires des ressortissants algériens et de la diaspora.

De plus, le dossier litigieux sur la valise diplomatique dans les espaces aéroportuaires, monté de toutes pièces auparavant, est sur le point d'être définitivement réglé, permettant aux diplomates algériens de revenir aux usages et règles définis par la Convention de Vienne sur les relations consulaires et diplomatiques entre Etats, que Retailleau avait méprisés et foulés aux pieds. Enfin, des facilitations récentes auraient été introduites dans l'obtention des visas pour les étudiants algériens désireux de poursuivre leurs études en France, ainsi que des autorisations de séjour pour les chercheurs, dont le travail universitaire ou intellectuel exige une durée assez longue dans les centres de recherche en France.

Ces postures des autorités françaises, même si elles appellent à la prudence au vu de la complexité des relations entre les deux rives, rompent néanmoins, avec celles de Bruno Retailleau, qui a fait de l'Algérie un tremplin électoraliste.

Chantre de l'extrême droit et fervent animateur de la politique algérophobe en France, Retailleau est connu pour être le vrai saboteur de tout rapprochement entre les deux pays.



Un espoir de dégel.

Il a tout fait pour empêcher le moindre geste de dialogue, allant jusqu'à créer une crise au plus haut sommet de l'Etat français et raviver une tension permanente avec le président Emmanuel Macron et son ministre des Affaires étrangères. Il a usé et abusé de toutes les formes de chantage, de pression administrative, de harcèlement, de blocage et même d'actions policières afin d'instrumentaliser la justice de son pays.

Désormais qualifié de Monsieur Algérie, Retailleau a sorti toute l'artillerie possible dans sa rage infernale, du dossier des OQTF (obligation de sortie du territoire français), aux visas interdits aux ressortissants algériens, aux refus des cartes de séjour, allant jusqu'à renier les accords consulaires entre les deux pays, foulant aux pieds les clauses des conventions internationales régissant les rapports diplomatiques entre Etats.

LE VERROU RETAILLEAU A SAUTÉ

C'est grâce à cette belliqueuse stratégie politique contre les Algériens que Retailleau a pu engranger quelques dividendes politiques au sein de son courant, dans l'optique d'être candidat à la prochaine présidentielle.

Cette fois, le verrou Retailleau a sauté. Son successeur, Laurent Nunez, a attendu seulement une semaine pour exprimer son point de vue sur la crise entre l'Algérie et la France, du moins dans son domaine. Un point de vue qui tranche.

Lors d'une émission « Questions politiques » de France Inter, France Info et Le Monde, diffusée avant-hier, Laurent Nunez a, d'emblée, écarté toute remise en cause du fameux accord de décembre 1968. Selon ses propos, une telle option n'était pas « à l'ordre du jour », ni de son département ni de son gouvernement.

Selon le nouveau ministre de l'Intérieur, il faut que ça « bouge » dans les relations bilatérales. « La crise actuelle avec l'Algérie fait qu'on n'a plus de relation sécuritaire avec eux, d'échanges sécuritaires », a-t-il indiqué, ajoutant que « pour un ministre de l'Intérieur, c'est un problème, c'est un gros problème. ». Il a toutefois précisé qu'il n'a pas pris de contact avec son homologue algérien. La sortie de Laurent Nunez est complètement vide de toute attaque verbale, même indirecte, contre les autorités algériennes, alors que la question des OQTF est devenue le dossier critique dans cette crise diplomatique. « On a 40 % d'Algériens dans les centres de rétention administrative. Il faudra évidemment qu'on ait de nouveau la reprise du flux des laissez-passer. Je vais m'y atteler », a-t-il dit. Ses déclarations, même minimales, sont déjà considérées comme une démarcation par rapport à la politique agressive anti-algérienne de Retailleau. Ce dernier n'a cessé, depuis sa nomination en septembre 2024, de brandir la menace du « bras de fer » avec Alger si elle ne coopère pas sur les reconduites aux frontières.

Il est évident que le gouvernement algérien a rejeté les obsessions algérophobes et les tons comminatoires et agressifs de Retailleau, le désignant comme l'unique responsable de la dégradation des relations bilatérales. Pour rappel, Laurent Nunez n'a pas un profil politique pur ou des ambitions présidentielles comme Retailleau. Ancien préfet de police de Paris, son profil et son style de gestion diffèrent complètement du belliqueux Retailleau.

Pour les observateurs, cette sortie de Laurent Nunez est comme un signal d'une imminente reprise de contact, au moins sur des questions consulaires et migratoires.

Mohamed K.

ENJEUX SÉCURITAIRES ET MIGRATOIRES

Alger et Madrid en front commun

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a reçu, hier à Alger, son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska, pour une réunion bilatérale axée sur la sécurité, la lutte contre la criminalité organisée et la gestion des flux migratoires.

Dans son allocution d'ouverture, Saïd Sayoud a rappelé que ce dialogue bilatéral « s'inscrit dans le cadre de la poursuite de nos efforts soutenus visant à approfondir et à élargir les perspectives d'une coopération fructueuse entre nos deux ministères, laquelle a atteint un niveau remarquable dans de nombreux domaines ». M. Sayoud a salué les résultats des travaux de la commission mixte de coopération sécuritaire, tenue à Madrid le 13 octobre 2025, précisant que les discussions se sont conclues par plusieurs accords techniques. Parmi les plus notables figure « la mise en place d'un système performant de détection des documents falsifiés, développé par la police des frontières espagnole », dont l'Algérie bénéficiera à travers un transfert d'expertise et de solutions technologiques adaptées à ses besoins frontaliers.

Le ministre a également évoqué la décision conjointe des deux délégations de « mettre en place un mécanisme d'échange et de comparaison des empreintes génétiques et des données biométriques concernant les personnes présumées de nationalité algérienne décédées lors de traversées maritimes clandestines ». Cette initiative humanitaire a pour objectif d'identifier les victimes des drames de la migration irrégulière et de garantir le respect de leur dignité. Par ailleurs, les deux parties ont convenu d'« accélérer le traitement des commissions rogatoires adressées par le ministère algérien de la Justice concernant le recouvrement des avoirs acquis illicitement à l'étranger », un dossier prioritaire pour les autorités algériennes dans leur politique de transparence et de reddition des comptes. Les discussions ont également porté sur la nécessité d'échanger les expériences en matière de création de centres de renseignement spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée transnationale, notamment le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent. Abordant la question migratoire, M. Sayoud a mis en avant les efforts consentis par l'Algérie dans la gestion de ce phénomène complexe. Il a indiqué qu'« au cours de l'année 2024, plus de 100 000 tentatives de migration irrégulière vers l'Afrique du Nord et l'Europe ont été empêchées », tandis que « plus de 82 000 migrants ont été rapatriés vers leurs pays d'origine dans des conditions respectueuses de leur dignité et de leurs droits fondamentaux ». Le ministre a tenu à rappeler que « malgré les pressions et les menaces que fait peser ce phénomène, l'Algérie n'a jamais utilisé la question migratoire comme un moyen de chantage ou de marchandage politique », contrairement, a-t-il noté, à certaines pratiques constatées ailleurs. Pour lui, la migration illégale « dépasse aujourd'hui les frontières nationales » et « constitue un défi global alimenté par des réseaux criminels transnationaux actifs sur tout le pourtour méditerranéen ».

MADRID SALUE LA QUALITÉ DU PARTENARIAT

Pour sa part, le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, a salué « la qualité exceptionnelle des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Espagne », qualifiant l'Algérie de « partenaire essentiel et pays ami ». Il a insisté sur le fait que les deux nations « partagent des défis communs qui exigent une coopération renforcée et des approches coordonnées ». Le responsable espagnol, venu accompagner d'une délégation de haut niveau, a précisé que cette visite vise à « consolider la concertation autour des grands enjeux sécuritaires, notamment la lutte contre le terrorisme, les réseaux criminels et l'immigration irrégulière ». Il a souligné que « la réduction des flux migratoires et le démantèlement des réseaux de passeurs constituent une priorité pour la sécurité de nos sociétés et la protection des populations vulnérables ». Fernando Grande-Marlaska a également exprimé sa reconnaissance envers les autorités algériennes pour « les efforts déployés dans la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants », estimant que « l'exemplarité de la coopération entre Alger et Madrid se reflète désormais à l'échelle internationale ». Les deux ministres ont convenu de renforcer les échanges d'expertise dans les domaines du secours en cas de catastrophe, de formation des équipes d'intervention, et de prévention des incendies de forêts, un enjeu capital pour les deux pays méditerranéens. Les experts des deux côtés préparent actuellement une feuille de route commune qui fixera les priorités et les mécanismes de coordination pour la période 2026–2028. Dans le domaine de la sécurité routière, les échanges entre experts ont permis d'avancer sur plusieurs axes, à l'instar de l'intégration du système de permis à points, la collecte et l'analyse des données d'accidents, et le renforcement des campagnes de prévention.

Sihem Bounabi

TEBBOUNE REÇOIT LE MINISTRE ESPAGNOL DE L'INTÉRIEUR

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce lundi, le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Fernando Grande-Marlaska Gómez, en visite officielle en Algérie.La rencontre s'est tenue en présence de M. Boualem Boualem, directeur de cabinet à la Présidence de la République, ainsi que M. Saïd Sayoud, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

NOUREDINE OUADAH À TIZI OUZOU :

«L'Etat à la disposition des jeunes innovateurs»

LE MINISTRE de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a déclaré à Tizi Ouzou, où il était hier en visite, que «l'Etat est toujours à la disposition des jeunes innovateurs». Profitant de la manifestation intitulée «Un jeune, une Idée», dans sa 4e édition abritée par la maison de la culture Mouloud-Mammeri, le ministre a rappelé les attentes du pays des jeunes, innovateurs, startupeurs et porteurs de projets sur l'aide et l'assistance que l'Etat compte leur assurer dès lors que la devise est «Des jeunes pour les jeunes». Le segment principal de cette économie nouvelle n'est autre que l'intelligence artificielle, a affirmé le président de la chambre du commerce et de l'industrie Djurdjura (CCID), Lakhdar Madjène. Il a souligné qu'à l'horizon 2025, l'économie basée sur l'intelligence artificielle constituera 60% du PIB mondial, d'où l'intérêt à accorder à cette nouvelle forme économique. Lakhdar Madjène a également mis à profit sa présence à la rencontre pour lancer un appel aux jeunes porteurs de projets, des startups notamment, pour se présenter aux chambres de commerce et d'industrie, qui sont au nombre de 58 à travers les pays, pour la présentation de leur projet afin qu'ils puissent jouir de conseils et d'orientation et, par conséquent, donner vie au projet en question. Après la maison de la culture Mouloud-Mammeri, Nouredine Ouadah a pris la direction de l'université du même nom où il a pris connaissance des inventions scientifiques des étudiants-chercheurs. A propos, il y a lieu de préciser que si les inventions ne sont pas des moindres, il reste au demeurant la question de savoir comment les rendre exploitables sur le terrain et à grande échelle, autrement dit, constituer une économie réelle à partir des projets des start-ups ayant enregistré une réussite. Prenant la parole devant les étudiants, le ministre a encouragé les jeunes chercheurs à continuer à aller de l'avant, car l'avenir économique du pays dépend fondamentalement de ces créations et innovations. Sur ce même volet, ce rendez-vous tizi-ouzien a été ainsi une occasion pour certains créateurs de start-up d'identifier avec exactitude leurs missions et leurs attentes.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

CNESE

Installation des nouveaux membres

LE PREMIER ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier, au Palais des nations (Alger), l'ouverture des travaux de la première assemblée générale du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), consacrée à l'installation des membres du Conseil pour le mandat 2025-2029. Les travaux de cette assemblée se sont déroulés en présence de membres du gouvernement, du président du CNESE, Mohamed Boukhari, et de responsables d'organismes et d'institutions nationales. La liste des nouveaux membres, au nombre de 198, a été publié au Journal officiel n°67, qui a précisé que ladite liste sera complétée ultérieurement.

S. N.

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP EN DÉCEMBRE

Un rendez-vous stratégique pour l'économie du continent

Les préparatifs de la 4e édition de la Conférence africaine des start-up, qui se tiendra en décembre prochain à Alger, sont au cœur des priorités nationales. Le président de la République a insisté sur l'importance d'assurer le succès de cet événement majeur, qui s'inscrit dans la continuité des recommandations issues de la Foire commerciale intra-africaine (IATF).



La jeunesse au centre des préoccupations.

L'objectif principal de cette conférence est de placer la jeunesse africaine au centre des préoccupations. Il s'agit de concrétiser une feuille de route ambitieuse visant à renforcer les échanges et à établir une passerelle de communication durable entre les jeunes des différents pays du continent, a souligné, samedi dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres.

Appelant à une mobilisation totale, le chef de l'Etat a exhorté l'ensemble des acteurs concernés à œuvrer pour la réussite de ce rendez-vous économique dédié à la jeunesse africaine et à l'innovation. Dans ce sens, il est utile de rappeler que le Président avait annoncé, lors de l'IATF, la création d'un Fonds de soutien aux start-up africaines.

Au-delà de son rôle de plate-forme d'échange, la Conférence africaine des start-up s'inscrit dans une vision stratégique plus large, qui consiste à soutenir et à accompagner l'émergence d'un écosystème entrepreneurial solide, en Algérie comme à travers le continent.

L'Algérie a multiplié les initiatives, ces dernières années, pour encourager la création et la croissance des jeunes entreprises innovantes, conscientes de leur contribution essentielle à la diversification de l'économie et à la création d'emplois durables. Des dispositifs d'appui, des structures d'accompagnement et des cadres réglementaires adaptés ont été mis en place afin de favoriser l'innovation et d'attirer les investisseurs.

Sur le plan continental, le développement des start-up représente également un levier majeur pour relever les défis économiques et sociaux communs aux pays africains. En stimulant la créativité, en favorisant les synergies régionales et en facilitant l'accès au financement, les Etats cherchent à bâtir une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de proposer des solutions locales aux problématiques locales. Pour les encourager, le Fonds de financement des institutions innovantes et des jeunes porteurs de projets à l'échelle africaine a été lancé en marge de l'édition précédente de la Foire commerciale intra-africaine, une initiative importante destinée à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat des nouvelles générations.

Durant l'IATF 2025, les start-up africaines se sont imposées comme des acteurs clés dans la recherche de solutions adaptées aux réalités et aux défis du continent. Plusieurs jeunes entreprises innovantes ont mis en avant leurs produits et leur ambition d'élargir leur présence au-delà de leurs marchés nationaux, et elles ont été récompensées et reconnues lors de cet événement.

A cette occasion, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, Noureddine Ouadah, avait soutenu que la prochaine édition de la Conférence africaine des start-up viendrait renforcer les efforts visant à développer la coopération africaine dans les domaines de l'innovation et de la technologie, en tirant profit de la dynamique enregistrée dans la foire dans ce domaine.

Soulignant que les préparatifs de ce rendez-vous important sont en cours afin de faire de la prochaine édition la plus importante depuis son lancement en 2022, le ministre a précisé que la Conférence africaine des start-up constitue désormais «le plus important événement technologique au niveau du continent».

La Conférence africaine des start-up constitue ainsi une opportunité unique de renforcer les partenariats, de promouvoir l'excellence africaine et de donner une visibilité accrue aux initiatives porteuses. Elle ambitionne de faire de l'Afrique un espace dynamique d'innovation et de coopération économique, porté par la jeunesse et les talents du continent.

Rim Boukhari

SECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS

Les recommandations de la rencontre nationale

LA RENCONTRE nationale ayant réuni directeurs de wilayas des Travaux publics et les organismes sous tutelle a été sanctionnée par une série de recommandation à même de renforcer les performances du secteur. S'exprimant à la clôture de cette rencontre nationale, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a souligné l'importance d'améliorer la gouvernance dans le secteur, de renforcer l'efficacité opérationnelle et d'accélérer la transformation numérique, insistant sur la nécessité de poursuivre la valorisation des ressources humaines et l'ancrage de la transparence, et d'être à l'écoute des citoyens. C'est ce qu'a indiqué hier le ministère dans un communiqué, notant que la réussite de la concrétisation de ces priorités repose sur la présence sur le terrain, la rigueur dans la gestion et l'écoute des préoccupations et des attentes des citoyens.

Les recommandations sont axées sur «l'accélération de la réalisation des projets d'autoroutes accusant des retards, notamment sur les tronçons Est et Ouest, tout en veillant à la préservation et au suivi sur le terrain des équipements acquis». Les directions des Travaux publics ont également été invitées à présenter des rapports périodiques sur l'état d'avancement de ces projets et à lancer des travaux urgents de maintenance sur les axes des routes express, en coordination avec les entreprises spécialisées, parallèlement à la création d'une cellule d'écoute et d'orientation au niveau de l'Algérienne des autoroutes (ADA) et des directions des Travaux publics, chargée d'assurer la communication via les réseaux sociaux afin de traiter les préoccupations des citoyens et de suivre leurs doléances sur le terrain.

Concernant la transformation numérique et le développement des systèmes de gestion, il a été recommandé de généraliser l'utilisation des systèmes d'aide à la gestion et à l'entretien des routes et des applications numériques développées par le Centre technique des travaux publics (CTTP), en y associant l'ensemble des structures concernées afin d'assurer une transformation numérique globale et pérenne. Il a été également décidé d'intégrer les données relatives aux marchés publics dans la base de données du ministère, en vue de renforcer la transparence et la gouvernance électronique. Les recommandations ont souligné, d'autre part, la nécessité de développer les compétences et d'assurer une formation continue, en renforçant les programmes de formation destinés aux cadres du secteur, en recherchant des sources de financement alternatives et en valorisant les compétences ayant bénéficié de formations spécialisées, afin de tirer profit de leur expertise, tout en amenant les directions à exprimer leurs besoins en matière de formation, pour garantir un encadrement professionnel durable, a-t-on précisé. L'importance du suivi des projets structurants dans le Sud a été en outre mise en avant, ainsi que la nécessité de traiter les retards accusés, à travers un suivi rigoureux des projets structurants, notamment le projet «Baladna», et de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des délais et la qualité des travaux de réalisation.

Hamid B.

UNE DÉLÉGATION DE LA BANQUE ASIATIQUE REÇUE PAR ARKAB ET ADJAL

L'AIIB prête à accompagner les projets en Algérie

Les perspectives de coopération avec la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), qui finance de grands projets dans divers secteurs, dont l'énergie et le transport, ont été examinées hier par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, qui a reçu une délégation de cette banque. Cette institution financière a exprimé son intérêt pour l'accompagnement de l'Algérie dans la réalisation des projets futurs.

Evoquant les grands projets structurants lancés par l'Algérie et qui sont en cours de réalisation, à l'instar de la mine de fer de Gara Djebilet, le projet intégré de phosphate, le projet d'exploitation du zinc et du plomb, ainsi que les projets de dessalement de l'eau de mer, Arkab a souligné «l'importance de la coopération avec la Banque asiatique, dans un contexte marqué par une forte dynamique de développement en Algérie, en particulier dans les secteurs des hydrocarbures, des mines et du dessalement de l'eau de mer». C'est ce qu'a indiqué le ministère dans un communiqué, notant la présentation par le ministre d'un exposé détaillé des principaux projets en cours dans ces domaines.

Arkab a ainsi cité les grands programmes de développement du secteur, mettant en avant les nouvelles réformes légales et réglementaires régissant les activités des hydrocarbures et des mines, et les avantages importants qu'elles offrent aux investisseurs.

Il a également souligné les efforts de l'Algérie visant la diversification de son économie et le renforcement des industries de transformation à travers le développement des industries de transformation ainsi que la valorisation des ressources nationales.

Le ministre a aussi exposé les initiatives du secteur visant à réduire les émissions de carbone et à promouvoir la transition énergétique, réaffirmant le rôle de l'Algérie en tant qu'acteur fiable dans la sécurité énergétique régionale et mondiale.



Arkab avec la délégation de la banque asiatique.

La visite de cette délégation, conduite par Liqun Jin, président de cette banque, a constitué «une occasion d'examiner les perspectives de coopération entre l'Algérie et la Banque asiatique dans les domaines à priorité stratégique, notamment les hydrocarbures, les mines, le dessalement de l'eau de mer et les infrastructures industrielles, à travers l'accompagnement et le financement de grands projets à dimension économique et environnementale», a précisé la même source.

Le président de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, Liqun Jin, qui a présenté les missions et activités de la Banque, a souligné le fait que l'Algérie a été parmi les premiers pays à y adhérer dès sa création en 2015. Exprimant sa satisfaction du niveau du «dialogue et de la coopération avec l'Algérie», tout en saluant la vision et stratégie du pays dans le développement des secteurs des hydrocarbures et des mines, Liqun Jin a fait part de «l'intérêt de la Banque d'accompagner l'Algérie dans ses futurs projets».

Le directeur de l'AIIB a, en outre, signalé la mission principale de la banque qui consiste en le financement de grands projets dans les secteurs de l'énergie, du transport, des énergies renouvelables et de l'intégration régionale, avec de nombreux exemples réussis en Asie et en Afrique, rappelant qu'elle compte aujourd'hui 105 pays membres, dont le siège se trouve à Pékin.

La même délégation a été également reçue par le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal qui, à son tour, a présenté un aperçu des grands projets de développement actuellement en cours dans le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables, ainsi que des efforts consentis pour la mise en œuvre du programme national de transition énergétique, réaffirmant la place de l'Algérie en tant que partenaire économique fiable et actif, garant de la sécurité énergétique régionale et internationale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le ministre qui n'a pas manqué d'évoquer les pas franchies dans le cadre de la mise en œuvre du programme national des énergies renouvelables, a souligné «les efforts du secteur pour passer de l'énergie fossile vers les énergies propres, en misant sur des projets liés à l'hydrogène vert, l'énergie photovoltaïque, l'énergie hydraulique et l'énergie éolienne, des sources d'avenir pour l'économie mondiale et non seulement pour l'Algérie».

Le ministre a dans ce sens souligné l'importance de la coopération entre l'Algérie et la banque asiatique, principalement dans le cadre de la dynamique de développement que connaît l'Algérie et du climat d'investissement attractif qu'elle offre aux acteurs économiques du monde entier. Les voies et moyens de coopération ont été ainsi examinés entre les deux parties.

Lilia Aït Akli

TRAVAUX DE LA 16e SESSION DE LA CNUCED

L'engagement de l'Algérie pour l'intégration africaine

LORS de la réunion du Groupe des 77 + Chine, en marge de la 16e session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ouverte hier à Genève, l'Algérie a mis en avant son engagement en faveur de l'intégration africaine, d'une transition énergétique juste et équilibrée et du développement numérique comme moteur de croissance et d'inclusion. Membre fondateur du Groupe des 77 + Chine, l'Algérie a souligné, par la voix de son ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, la poursuite de son soutien à l'intégration africaine à travers des projets structurants dans les domaines des infrastructures et de l'énergie. Elle a également insisté sur l'importance du numérique en tant qu'outil stratégique pour combler la fracture technologique entre le Nord et le Sud et renforcer la compétitivité des économies africaines. Face aux multiples crises qui touchent particulièrement les pays en développement, Alger a plaidé pour un renforcement de la coopération entre Etats du Sud, dans l'objectif de bâtir un système commercial international plus équitable et ouvert. L'Algérie a par ailleurs réitéré son appel à une réforme en profondeur de la gouvernance économique mondiale, afin de permettre à l'Afrique de jouer un rôle plus influent au sein des instances internationales. Elle a enfin renouvelé son engagement en faveur de l'unité et de la cohésion du Groupe des 77 + Chine, estimant que l'action collective demeure la voie privilégiée pour instaurer un ordre économique mondial plus juste et inclusif. Placée sous le thème «Décider de l'avenir : opérer une transformation économique qui contribue à un développement équitable, inclusif et durable», cette conférence est l'un des plus importants événements économiques internationaux, selon un communiqué du ministère. Sont attendus à cette conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement, des ministres des Affaires étrangères, des Finances, du Commerce et de l'Economie de 195 Etats membres de la CNUCED, ainsi que des chefs d'organisations internationales, des économistes lauréats du prix Nobel, et des organisations de la société civile de premier plan, outre des banques de développement et des organisations financières et commerciales mondiales.

Rim Boukhari

ALGÉRIE – ITALIE

Bonatti veut renforcer son partenariat avec Sonatrach

LE MINISTRE d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier, Andrea Colombo, PDG de la société italienne Bonatti, avec lequel il a examiné les perspectives à même de renforcer la coopération avec Sonatrach, ainsi que les nouvelles opportunités d'investissement dans les hydrocarbures, notamment l'amont pétrolier et gazier, le développement des champs, l'augmentation des capacités de production de gaz naturel et la construction d'ingénierie et d'infrastructures également pour le secteur minier. Arkab a mis en avant les partenariats existants entre les entreprises algériennes et italiennes, qui incarnent un modèle de coopération réussi basé sur la confiance, le transfert d'expertise et l'intégration des intérêts économiques, à la lumière des transformations globales des marchés de l'énergie, selon un communiqué du ministère.

De son côté, Andrea Colombo a exprimé l'intérêt de Bonati à renforcer ses investissements en Algérie et à continuer de développer ses relations de coopération avec Sonatrach, notamment à travers le lancement de nouveaux projets dans les domaines de l'exploitation et du transport des hydrocarbures, des infrastructures liées aux hydrocarbures et des grands projets miniers.

Il a également exprimé la volonté de l'entreprise de fournir des solutions d'ingénierie et techniques innovantes qui contribuent à accroître l'efficacité des projets énergétiques et à soutenir les objectifs de l'Algérie dans le domaine de la transition énergétique et de la réduction des émissions. La société Bonatti, dont le siège social est à Parme, en Italie, est l'une des principales entreprises européennes spécialisées dans l'ingénierie, la construction et les services industriels dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'énergie. Elle est présente depuis plusieurs années en Algérie.

M. B.

ENERGIE ATOMIQUE

Le directeur général de l'AIEA reçu par Attaf

LE MINISTRE d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Mariano Grossi, qui effectue une visite officielle en Algérie. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre d'Etat a eu un entretien en tête à tête avec M. Grossi, suivi de discussions élargies aux membres des délégations des deux parties.

Les discussions ont permis de passer en revue les différents axes de coopération entre l'Algérie et l'AIEA dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et d'examiner les perspectives de leur élargissement et leur promotion, notamment dans les domaines liés au développement durable, comme la santé, l'agriculture, les ressources hydriques et les énergies renouvelables, précise le communiqué. Les deux parties ont également débattu des voies et moyens de poursuivre la contribution commune en vue de renforcer l'accès des pays africains à la technologie nucléaire à usage pacifique.

S. N.

MÉDÉA

Hygiène publique, cheval de bataille des autorités

EN DÉPIT de l'organisation hebdomadaire de campagnes de nettoiement et d'hygiène publique, de nombreux points noirs et dépôts sauvages de déchets divers sont encore observés dans les agglomérations, notamment au chef-lieu de wilaya de Médéa.

En effet, la lutte contre le phénomène d'insalubrité publique est devenue une préoccupation majeure des autorités locales. Elle figure régulièrement à l'ordre du jour de plusieurs réunions de coordination et fait l'objet de rapports de commissions d'inspection mises en place à cet effet.

Dans le cadre du suivi de l'avancement des campagnes de rattrapage en matière de propreté et d'hygiène publique, des rapports ont été établis par les commissions d'inspection lors de visites inopinées menées au niveau des quartiers, sur ordre du wali Djillali Doumi.

Une réunion de coordination, consacrée au sujet, s'est tenue hier, au siège de la wilaya, sous la présidence du wali. Y ont pris part le chef de cabinet, le chef de daïra de Médéa, les élus communaux, le directeur des équipements publics, le directeur de l'office de promotion et de gestion immobilière, le directeur de l'hydraulique, le directeur des travaux publics, la directrice de l'environnement et le directeur de l'office d'assainissement.

Eu égard à l'importance de l'ordre du jour, qui a nécessité la mobilisation de tous les secteurs, l'évaluation de la situation de l'hygiène publique au niveau du chef-lieu de wilaya a été le point focal de la discussion, avec la projection de photos montrant les différents points noirs recensés dans plusieurs quartiers de la ville.

Compte tenu de l'urgence de la situation, le wali a ordonné le lancement immédiat d'une campagne pour éradiquer tous les points noirs recensés, soulignant la nécessité d'intensifier les sorties sur le terrain pour suivre l'avancement des interventions et prendre les mesures permettant d'accélérer le plan d'hygiène et de salubrité publique.

Le wali a sommé les responsables locaux de déployer les efforts de leurs services en matière d'hygiène et de propreté de la ville, rappelant que les missions de la commune consistent à les assurer. Il a demandé la mise en place d'une cellule chargée de la surveillance de l'état de salubrité publique, en partenariat avec les secteurs concernés, sous la supervision directe de la direction de l'environnement.

Pour une action optimale des interventions, il a été suggéré de diviser la ville en districts de nettoyage, de revoir le plan d'élimination des déchets, de renforcer les effectifs affectés aux tâches d'enlèvement des déchets, d'intensifier les campagnes de rattrapage de nettoiement et de prévenir toute réapparition de points noirs.

Nabil B.

JOURNÉE MONDIALE DE L'OSTÉOPOROSE

Briser le silence avant la fracture

À l'occasion de la Journée mondiale de l'ostéoporose, les laboratoires Frater Razes, en collaboration avec le service des maladies rhumatismales et articulaires de l'Hôpital Dr Medjbour-Tami d'Oran, ont lancé hier une vaste campagne nationale de sensibilisation, de prévention et de dépistage, prévue du 20 au 22 octobre 2025. Cette initiative, organisée simultanément dans plusieurs wilayas du pays, vise à informer le grand public sur les risques liés à l'ostéoporose, à encourager le dépistage précoce et à promouvoir une meilleure hygiène de vie osseuse.

L'ostéoporose, caractérisée par une fragilisation progressive des os, évolue sans symptôme apparent, retardant souvent son diagnostic. « Elle touche aussi bien les hommes que les femmes, mais reste plus fréquente chez ces dernières après la ménopause », explique, au Jeune Indépendant, le Dr Mohsin Medjad, chef du service de rhumatologie à Oran.

Le spécialiste souligne l'importance du dépistage précoce, notamment chez les femmes ménopausées et les personnes âgées, afin d'éviter les complications. « Trop souvent, le diagnostic intervient après une fracture, alors qu'une surveillance régulière permettrait de prévenir ces risques », ajoute-t-il. Les fractures touchent principalement la colonne vertébrale, le poignet et la hanche, pouvant entraîner perte d'autonomie et risque vital.

Parmi les facteurs favorisant l'ostéoporose figure l'âge, la ménopause, la carence en vitamine D, la sédentarité, le tabagisme, la consommation d'alcool et certains traitements prolongés à base de corticoïdes. Pour prévenir la maladie, le Dr Medjad insiste sur une hygiène de vie saine : alimentation riche en calcium, apport suffisant en vitamine D, activité physique régulière et réduction des facteurs aggravants. « La prévention commence bien avant la fracture », rappelle-t-il.

Pour le Dr Amira Benmerbi, responsable développement chez Frater Razes, « informer, c'est déjà soigner ». Elle souligne l'importance de sensibiliser surtout les femmes après la ménopause, les plus touchées par cette maladie silencieuse. « L'ostéoporose présente plusieurs facteurs de risque : âge, ménopause, carence en vitamine D, corticothérapie prolongée », précise-t-elle.

En Algérie, malgré un fort ensoleillement, « la majorité des femmes souffre d'un déficit en vitamine D, d'où l'importance de réaliser un dosage pour prévenir la maladie », ajoute-t-elle. Elle rappelle enfin les bonnes habitudes à adopter à savoir « maintenir une bonne hygiène de vie, éviter les carences en calcium et vitamine D, pratiquer une activité physique régulière comme la marche, et limiter la corticothérapie prolongée ».



Vaste campagne nationale de sensibilisation.

L'hôpital Dr Medjbour Tami d'Aïn Turk, qui abrite l'événement central de la campagne, s'est transformé en un véritable carrefour de la santé. Stands d'information, bilans gratuits, ateliers pratiques et conférences ont rythmé cette journée dédiée à la prévention de l'ostéoporose, attirant un large public venu s'informer et bénéficier de conseils personnalisés. Dans les salles attenantes, les consultations gratuites s'enchaînent. Les médecins expliquent les bons réflexes à adopter, tandis que les nutritionnistes rappellent l'importance d'une alimentation équilibrée riche en calcium et en vitamine D. Les participants repartent avec une première estimation de leurs résultats, des brochures explicatives et surtout une meilleure compréhension de leur propre santé.

Pour les Laboratoires Frater Razes, cette opération s'inscrit dans une démarche nationale de santé publique. Après Bouira, Aïn Defla et Alger, la campagne se poursuit à Oran, Tipaza et Blida, du 20 au 22 octobre 2025, avec un même objectif : faire de la prévention un acte concret et accessible à tous.

D'Oran, Brahim Mazi

ORGANISATIONS SYNDICALES

Dynamisation de la coopération avec la Jordanie

LE MINISTRE du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saïhi a reçu, dimanche au siège du ministère, le Secrétaire général (SG) de la Fédération générale des syndicats de Jordanie, Khaled Fanatsah, avec lequel il a examiné les voies et moyens d'élargir les perspectives de la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère.

Au cours de la rencontre, Saïhi a mis en avant « la profondeur des relations historiques et fraternelles unissant l'Algérie et le Royaume hachémite de Jordanie ». Soulignant « la solidité de la coopération entre les deux pays dans divers domaines ».

Le ministre a tenu a rappelé les avancées sociales majeures enregistrées en Algérie au bénéfice de la classe laborieuse, parmi lesquelles l'élargissement de la couverture sociale à toutes les catégories de travailleurs et de ayants droit, y compris la prise en charge intégrale des maladies graves par le système de sécurité sociale. Affirmant que cette « politique s'inscrit dans la vision humaniste et solidaire du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ».

Saïhi a également réaffirmé l'attachement de l'Algérie au dialogue social comme levier essentiel de stabilité et de progrès, ainsi qu'à la défense du droit syndical, garanti par la Constitution. Il a mis en exergue le rôle central de l'UGTA en tant que partenaire institutionnel pour la promotion des droits des travailleurs, l'amélioration du climat social et le renforcement de la cohésion au sein du monde du travail.

Soutenant que « la concertation entre l'État, les partenaires sociaux et les représentants des travailleurs demeure la voie la plus sûre pour consolider la justice sociale et accompagner la dynamique économique nationale »

Pour sa part, Fanatsah a salué les efforts constants de l'Algérie, sous la conduite du président Tebboune, en faveur de la consolidation des acquis sociaux et de la protection des droits des travailleurs. Il a particulièrement loué le modèle algérien de sécurité sociale, qu'il a qualifié de « référence dans le monde arabe », en appelant à intensifier les échanges d'expériences et d'expertises entre les deux pays dans ce domaine vital.

Le responsable syndical jordanien a également exprimé le souhait de son pays d'élargir les perspectives de coopération bilatérale, notamment dans les secteurs économique et du développement social, au service des intérêts des deux peuples frères. Fanatsah a par ailleurs salué le rôle constant et les positions de principe de l'Algérie dans la défense des causes justes à travers le monde et plus particulièrement son engagement indéfectible en faveur de la cause palestinienne, qu'il a qualifiée de « question centrale du monde arabe ». Soulignant que « l'Algérie incarne un modèle inspirant de lutte pour la liberté et la dignité, dont l'héritage résonne dans la conscience des peuples arabes ».

A l'issue de la rencontre, cette entrevue a permis aux deux délégations de passer en revue les perspectives de coopération syndicale au niveau arabe, en vue d'une meilleure coordination entre les organisations de travailleurs de la région. Les discussions ont porté sur la nécessité de faire front commun face aux défis socio-économiques qui touchent le monde du travail arabe, tout en renforçant la solidarité et le partage d'expériences pour une action syndicale concertée et efficace.

Sihem Bounabi

RÉSOLUTION 2758 DE L'ONU

Pékin réaffirme sa ligne rouge sur Taïwan

La Chine a publié, un communiqué solennel sur la résolution 2758 de l'Assemblée générale des Nations unies, réaffirmant sa position historique selon laquelle la République populaire de Chine (RPC) est le seul gouvernement légitime représentant l'ensemble du pays, y compris Taïwan.



Ce document, intitulé « China's Position Paper on UN General Assembly Resolution 2758 », intervient à un moment où les tensions autour de l'île de Taïwan connaissent une recrudescence, alimentées par les relations de plus en plus étroites entre Taipei et plusieurs puissances occidentales.
La résolution 2758, adoptée en 1971, avait mis fin à la représentation du régime de Chiang Kai-shek (Taïwan) à l'ONU, en reconnaissant le gouvernement de Pékin comme l'unique représentant légitime de la Chine.
Dans son communiqué, le ministère chinois des Affaires étrangères insiste sur le caractère "définitif et incontestable" de cette décision, qui "a réglé une fois pour toutes la question de la représentation de la Chine aux Nations unies".
"Le principe d'une seule Chine ne souffre d'aucune interprétation : il n'existe qu'une seule Chine dans le monde, et Taïwan en fait partie intégrante", souligne le texte officiel.
Sans citer directement de pays, le document dénonce les "manipulations politiques" de certains États, accusés de détourner le sens de la résolution 2758 pour donner à Taïwan un statut international illusoire.
La Chine met en garde contre toute tentative de remettre en cause sa souveraineté, estimant que de telles démarches "portent atteinte à l'ordre international d'après-guerre et à l'autorité de l'ONU".
Ces dernières années, plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis et certains membres de l'Union européenne, ont intensifié leurs échanges économiques et sécuritaires avec Taïwan — une évolution que Pékin perçoit comme une provocation directe.

TAÏWAN, UNE "AFFAIRE INTERNE" SELON PÉKIN

Le communiqué réaffirme que "la question de Taïwan relève strictement des affaires intérieures de la Chine" et que "toute ingérence extérieure est inacceptable".
Pékin rejette fermement toute idée d'indépendance de Taïwan, rappelant que l'île n'a "jamais été un État souverain" et qu'elle constitue "une partie inaliénable du territoire chinois". "Remettre en cause la résolution 2758, c'est saper la stabilité mondiale et bafouer la souveraineté du peuple chinois", avertit le ministère.
Ce texte intervient alors que la situation dans le détroit de Taïwan demeure explosive.
Ces dernières semaines, la Chine a mené de vastes exercices militaires autour de l'île, tandis que Taipei a reçu plusieurs délégations parlementaires occidentales en signe de soutien politique.
À Pékin, les autorités présentent ce position paper comme une "clarification nécessaire" face à la "désinformation" sur le contenu de la résolution 2758.
Pour les analystes, il s'agit avant tout d'un signal diplomatique destiné à rappeler les "lignes rouges" chinoises.
"Ce communiqué n'a pas qu'une portée historique, il s'inscrit dans une stratégie de fermeté à l'égard des puissances étrangères", estime un chercheur chinois cité par les médias officiels.
En conclusion, Pékin affirme que la résolution de 1971 reste "la pierre angulaire du système onusien concernant la Chine".
"Tout effort visant à la réinterpréter ou à la modifier est voué à l'échec", prévient le ministère, appelant la communauté internationale à "respecter les faits historiques et le droit international".
Pour les observateurs, la publication de ce communiqué montre la volonté du gouvernement chinois de consolider sa position sur la scène internationale à un moment où le dossier taïwanais prend une dimension géostratégique croissante.
Face à la montée des tensions régionales, la Chine veut rappeler que la question de Taïwan n'est pas négociable et qu'elle s'appuie sur la légitimité de l'ONU pour défendre sa souveraineté.

S. Ould Brahim

SYRIE

Des négociations avec la Russie sur les bases militaires russes sont en cours

LE MINISTRE syrien des Affaires étrangères, Assaad el-Chibani, a annoncé des négociations avec la Russie pour réviser les accords de coopération bilatérale, y compris ceux concernant les bases militaires. Il souligne que les accords précédents sont jugés inacceptables et que les intérêts des Syriens seront au cœur des discussions.
La Syrie mène des négociations avec la Russie sur la révision des accords existants concernant la coopération entre les deux pays, y compris les questions relatives aux bases militaires, a déclaré le ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad el-Chibani, dans une interview accordée à la chaîne Al-Ikhbaria. Selon le chef de la diplomatie syrienne, il n'y a pour l'instant aucun nouvel accord entre les parties. Assaad el-Chibani a indiqué que lors des négociations entre les présidents russe et syrien Vladimir Poutine et Ahmed al-Chareh, qui se sont déroulées à Moscou le 15 octobre, la question du sort de l'ancien président Bachar al-Assad et des militaires qui ont quitté le pays a été abordée. Selon le ministre syrien des Affaires étrangères, les accords conclus par l'ancien gouvernement syrien sont inacceptables et ont été suspendus, et les démarches diplomatiques de la Syrie n'impliquent aucune concession en ce qui concerne les droits des Syriens. Il a ajouté que les relations avec la Russie, la Chine et l'Europe sont fondées sur le statut de la Syrie et doivent être utilisées dans l'intérêt du peuple. Assaad el-Chibani a indiqué que la transformation en cours de la diplomatie syrienne constituait un tournant dans la représentation digne et naturelle de la Syrie sur la scène internationale. Il a expliqué que le ministère des Affaires étrangères du pays s'efforçait de surmonter les conséquences de la diplomatie précédente, qu'il a qualifiée de « chantage », au profit d'une approche ouverte au dialogue et à la coopération. Le 15 octobre, le nouveau dirigeant syrien Ahmedal-Chareh a effectué sa première visite à Moscou. Il avait pris la tête du pays après la chute du gouvernement de Bachar el-Assad en décembre 2024. Les négociations entre les présidents russe et syrien ont duré plus de deux heures. Au cours de la réunion, Vladimir Poutine a souligné que la Russie n'avait jamais lié le développement de ses relations avec la Syrie à des intérêts particuliers ou à la conjoncture politique. La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a quant à elle indiqué que Moscou et Damas discutaient de la présence russe en Syrie et de la restructuration des installations militaires russes dans la république à huis clos. Elle a également précisé que le ministère russe de la Défense était l'autorité compétente en la matière et que le dialogue avec la partie syrienne, notamment entre les autorités militaires des deux pays, se poursuivait. **R. I.**

ALLEMAGNE

Deux tiers des citoyens contre le maintien de l'aide aux réfugiés ukrainiens

UN SONDAGE INSA pour le journal Bild révèle une forte opposition en Allemagne au maintien de l'aide sociale, Bürgergeld, pour les réfugiés ukrainiens : 66% des Allemands y sont opposés. L'enquête montre également que 62% des citoyens souhaitent le retour des hommes ukrainiens aptes au service militaire dans leur pays d'origine. Deux tiers, soit 66 %, des habitants de l'Allemagne se sont prononcés contre le maintien de l'aide sociale (Bürgergeld) aux réfugiés ukrainiens, a rapporté le journal Bild le 18 octobre, en se référant aux résultats d'un sondage réalisé par l'institut sociologique INSA. Seule 17 % de la population est favorable au maintien des versements. Bild souligne que les autorités allemandes dépensent environ 6,3 milliards d'euros par an pour verser l'allocation Bürgergeld à 700 000 Ukrainiens. Or, seul un Ukrainien sur trois vivant en Allemagne a un emploi, et beaucoup de ceux qui sont arrivés depuis 2022 ne se sont pas intégrés au marché du travail, alors qu'environ 480 000 Ukrainiens sont en âge de travailler. 62 % des Allemands sont pour le retour des hommes ukrainiens dans leur pays d'origine Selon le journal allemand, les sociologues ont également découvert que 62 % des Allemands pensaient que les hommes ukrainiens aptes au service militaire qui sont arrivés en Allemagne après le début du conflit devraient retourner dans leur pays d'origine. Seuls 18 % s'y opposent. Le sondage a été réalisé les 16 et 17 octobre auprès de 1 003 personnes. Le Bürgergeld est le principal programme social allemand qui fournit une aide financière aux adultes incapables de subvenir à leurs besoins par le biais d'un emploi ou d'un programme d'assurance. Souvent décrit comme une mesure de dernier recours, il verse environ 563 euros par mois à un adulte seul, le loyer et les charges étant pris en charge séparément. En Allemagne, les avantages accordés aux réfugiés ukrainiens sont de plus en plus critiqués. Au début du mois d'août dernier, le coprésident de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), Tino Chrupalla, a déclaré que de nombreux réfugiés ukrainiens recevaient « de manière injuste » l'allocation de base allemande Bürgergeld et « devraient retourner dans leur pays ». À la fin du même mois, les autorités allemandes ont commencé à chercher à réduire les dépenses liées au Bürgergeld en introduisant des sanctions plus sévères pour les bénéficiaires qui refusent un emploi. Bild a alors indiqué que cette mesure visait à inciter à l'intégration sur le marché du travail et s'appliquerait notamment aux réfugiés ukrainiens. Un peu plus d'un mois plus tard, la décision concernant la réforme du Bürgergeld a été approuvée : début octobre, la coalition au pouvoir en Allemagne a convenu de remplacer l'allocation chômage par un nouveau programme d'aide, appelé garantie de base (Grundsicherung). Selon les nouvelles règles, si le bénéficiaire de l'allocation manque des rendez-vous au centre pour l'emploi, le montant de ses prestations sera considérablement réduit. S'il manque trois rendez-vous à l'agence pour l'emploi, le versement de l'allocation sera complètement suspendu.

R. I.

SECTEUR SANITAIRE DE TIARET

Inauguration d'un service de pédiatrie

UN SERVICE spécialisé en pédiatrie et chirurgie pédiatrique d'une capacité de 80 lits a été inauguré au sein du complexe mère-enfant de la ville de Tiaret.c'est ce qu'a annoncé, Ali Bensadek, directeur de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya.
M. Bensadek a précisé que ce service, qui était auparavant une maternité, a été réaménagé pour devenir une structure indépendante, permettant le transfert de cette spécialité de l'hôpital Youssef Damardji, du chef-lieu de wilaya.
Cette opération a contribué à une meilleure prise en charge des patients et à l'amélioration des conditions de travail du personnel médical.
La nouvelle structure comprend également un service des urgences, quatre salles d'opérations chirurgicales, une salle de jeux, ainsi qu'une salle d'enseignement destinée aux enfants dont le séjour à l'hôpital est prolongé, selon un programme élaboré en coordination avec la direction de l'Education, a ajouté le même responsable.
La concrétisation de ce projet, inscrit dans le cadre du programme sectoriel pour l'année en cours, a mobilisé une enveloppe budgétaire de 72 millions de dinars, tandis que l'équipement a nécessité un budget de 30 millions de dinars, souligne-t-on. Le service est encadré par six médecins spécialistes, répartis à parts égales entre la pédiatrie et la chirurgie pédiatrique, ainsi qu'un personnel paramédical qualifié, a fait savoir de même source.

R. R.

CAMPAGNE DE LABOURS SEMAILLES À M'SILA

Plus de 60 000 hectares dédiés aux céréales

LA CAMPAGNE de labours semailles 2025 -2026 lancée dimanche à M'sila cible une aire de 64.000 hectares à emblaver de diverses céréales, a-t-on appris dimanche auprès de la directrice par intérim des services agricoles, Mounira Maarouf.
Dans une déclaration à l'APS en marge du coup d'envoi donné par les autorités de wilaya de la campagne dans une exploitation agricole privée de la commune d'Oultem, située dans le Sud de M'sila, la même responsable a indiqué que la surface ciblée cette saison est de 64.000 hectares en raison des conditions climatiques favorables suite aux récentes précipitations qui laissent augurer d'un rendement moyen de 30 quintaux à l'hectare.
Un guichet unique a été mis à la disposition des producteurs pour l'acquisition des semences, des fertilisants et l'assurance des récoltes, selon la même source qui a fait état de l'élaboration en coordination avec les instituts spécialisés d'un programme de formation et accompagner les agriculteurs jusqu'à la période de la moisson battage.
Mme Maarouf a indiqué que les services agricoles en coordination avec les autres acteurs ont entamé une campagne d'accompagnement des agriculteurs à travers la création d'une cellule de veille chargée d'aplanir les entraves susceptibles d'apparaître pour atteindre les objectifs de la campagne.
De son côté, le directeur de la chambre locale de l'agriculture, Othmane Bousbaa, a souligné que les récoltes céréalières de la wilaya de M'sila durant les dernières années ont contribué à attirer les agriculteurs vers cette filière, saluant les efforts de l'Etat pour raccorder les exploitations agricoles au réseau d'électricité, autoriser le fonçage de puits et ouvrir des pistes rurales pour faciliter le déplacement des agriculteurs.

R.R.

DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU ROUTIER DE BENI-ABBES

Plusieurs axes en nette croissance

Une opération visant la consolidation de la route nationale RN6 A et la réalisation d'un chemin de wilaya, a été lancée par le secteur des travaux publics et des infrastructures de base de la wilaya de Beni-Abbès, dans le cadre des efforts visant l'amélioration du réseau routier de cette collectivité. C'est ce qu'ont indiqué des services de la wilaya.



A ce propos, la même source a précisé que cette initiative inclut les travaux de renforcement d'un tronçon de 35 km de la RN 6 A, à proximité du chef-lieu de la wilaya, dans objectif de conforter ce segment de la route nationale pour mieux répondre aux besoins du trafic routier en nette croissance, notamment des véhicules poids lourds, en conformité avec les normes nationales appliquées aux grands axes routiers du pays.
Ces travaux, en plus de renforcer la structure de ce tronçon, visent à garantir la durabilité de l'infrastructure, tout en améliorant les conditions de circulation, a-t-elle expliqué.
Par ailleurs, la sécurité des usagers de cette route nationale a été également priorisée dans ce projet, où des panneaux de signalisation et des barrières de protection ont été installés pour sécuriser le chantier et faciliter l'intervention de l'entreprise en charge des travaux, a expliqué la même source. Soulignant que ce projet, financé par le budget de la wilaya, s'inscrit dans une démarche globale de soutien au développement économique local.
D'autre part, un autre chantier a été ouvert pour la réalisation d'un chemin de wilaya (CW) reliant la localité de Mazzer au chef-lieu de wilaya sur une distance de 30 km, visant essentiellement à désenclaver cette localité et à renforcer l'accès de ses habitants aux autres axes routiers de wilaya et nationaux, a-t-elle souligné.
Ce projet, considéré comme vital pour les habitants de Mazzer, vient en réponse à leurs préoccupations exprimées auparavant aux autorités de la wilaya, selon la même source, ajoutant qu'il permettra, à l'avenir, de soutenir le développement économique et social de cette localité et d'améliorer les conditions de mobilité des habitants de la région, tout en facilitant le transport des produits et autres marchandises, en plus d'encourager les investissements, a-t-on indiqué.
Cette nouvelle route aura également un impact positif sur la promotion du tourisme, car traversant le Grand Erg Occidental et plusieurs Oasis de la région, a fait savoir la même source.

R. R.

PROGRAMMES D'HABITAT À MOSTAGANEM

Vers la distribution de 210 LPL

LA WILAYA de Mostaganem prévoit la distribution de 210 logements publics locatifs (LPL) dans la daïra d›Achâacha. C'est ce qu'a indiqué, dimanche, un communiqué des services de la wilaya.
La même source a précisé que la daïra d›Achâacha a publié, dimanche, la liste nominative provisoire des candidats retenus pour bénéficier de ces logements publics locatifs.
La commune d›Achâacha bénéficiera d'un quota de 149 logements, tandis que la commune de Khadra recevra 40 logements et celle de Nekmaria 20 logements, a fait savoir de même source.
A la suite de la publication des listes, les services de la daïra ont invité les demandeurs de logement souhaitant introduire un recours écrit auprès de la commission de la wilaya à le faire dans un délai de huit jours à compter d'aujourd'hui, a précisé le communiqué.
Selon la même source, les demandeurs de logement peuvent également déposer une réclamation auprès de la commission de distribution, présidée par la cheffe de daïra, au niveau du complexe sportif de proximité de la commune de Khadra.
Par ailleurs, les services de la wilaya de Mostaganem avaient annoncé, précédemment, la distribution prochaine de plus de 2.500 logements dans différentes formules, dans le cadre des festivités commémorant le 71e anniversaire du déclenchement de la Glorieuse révolution de Novembre. Il s'agit de 434 logements publics locatifs, 130 logements promotionnels aidés (LPA), ainsi que plus de 2.000 aides financières destinées à la construction de logements ruraux, ajoute la même source.
En juillet dernier, à l'occasion des festivités marquant le 63e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, plus de 3.000 logements de diverses formules ont été distribués dans la wilaya de Mostaganem, des logements ruraux en majorité, et ce, afin de stabiliser la population et améliorer le cadre de vie dans les zones rurales et isolées, souligne-t-on

R. R.

LEILA ASSAS AU *JEUNE INDÉPENDANT* :

«Sortir du folklore, c'est rendre aux artistes du Sud leur dignité»

Entretien réalisé par Khalil Aouir

Engagée dans le champ culturel, la journaliste, critique musicale et entrepreneure Leila Assas milite, à bras-le-corps, pour une meilleure reconnaissance des acteurs et actrices du patrimoine matériel et immatériel des oasis, en Algérie comme à travers le continent africain. Rencontre avec une femme de conviction, forte de son ancrage sur le terrain, qui, à l'occasion de la 10e édition du Festival national de la création féminine, plaide pour la revisite des narratifs et des pratiques autour des cultures du Grand Sud.

Le Jeune Indépendant : Avant tout, j'aimerais que vous vous présentiez à nos lecteurs.

Leila Assas : J'ai commencé ma carrière comme rédactrice en 2014 dans la région saharienne d'Ath Ali, une oasis située à soixante-dix kilomètres de Timimoun. C'est là-bas, au cœur du Gourara, que j'ai vu naître ma vocation pour le journalisme culturel, me semble-t-il, inspiré par la richesse et la vitalité du patrimoine local. Depuis, j'ai collaboré avec plusieurs médias nationaux et internationaux tels que No'ocultures, Clam Mag, Pan African Music ou encore plus récemment Music In Africa Foundation. Fin 2019, j'ai quitté Timimoun et l'enseignement – car j'enseignais également au primaire, en parallèle – pour rejoindre le Centre Algérien de l'Entrepreneuriat Social (ACSE) dans le cadre du programme Orange Corners (Pays-Bas). Tout compte fait, c'est dans ce contexte qu'est né Ziara Culture, qui est une agence panafricaine d'ingénierie culturelle à impact social, dédiée à la promotion du patrimoine matériel et immatériel des oasis d'Afrique.

Vous êtes partenaire de cette édition du Festival de la création féminine. Quel est votre regard sur cet événement ?

Je suis très heureuse d'y participer en tant que partenaire. Je remercie les organisateurs pour leur confiance. L'idée était de mettre à profit mon expertise et mon réseau d'artistes pour favoriser la mobilité et la découvrabilité des actrices culturelles du Sud. J'insiste sur ce mot « découvrabilité ». Il s'agit, en ce sens, de permettre à ces actrices d'être vues, médiatisées, et, à terme, reconnues. Je serai, d'ailleurs, amenée à animer une masterclass sur l'entrepreneuriat culturel et la digitalisation, et à participer à un panel consacré au journalisme culturel au service des cultures sahariennes.

À ce propos, lors de la conférence de presse consacrée à ce Festival, vous avez martelé l'idée de « sortir du folklore ». Que vouliez-vous dire par là, au juste ?

C'est une expression qui m'insupporte ! La notion même du folklore est déjà remise en cause. « Sortir du folklore », c'est cesser, à mon avis, de réduire les artistes du Sud à des silhouettes qu'on appelle à la dernière minute pour faire de l'ambiance lors d'un événement officiel. On a trop souvent cette mauvaise habitude : « le ministre arrive, faites venir une troupe folklorique à l'aéroport ». Ces femmes attendent parfois des heures sous un soleil de plomb, sans même qu'on les nomme. On ne traiterait jamais des artistes déjà salués, à l'image de Cheb Khaled ou de Lila Borsali, de cette manière ! Eux sont considérés comme de véritables professionnels, tandis que les femmes du Sud sont trop souvent réduites à du simple folklore. Il faut nommer ces artistes, reconnaître leur travail, leur singularité, leur professionnalisme. Ce ne sont pas des figurantes. Ce sont des actrices culturelles à part entière, des gardiennes d'un patrimoine vivant.

En tenant compte de ce point de vue, pourriez-vous nous expliquer plus en détail le type de traitement médiatique que vous préconisez ?

J'aborderai cela dans mon panel sur le journalisme culturel et les cultures sahariennes. Il est temps de changer le narratif. Il ne suffit pas de dire que « le Sahara est beau » ou que « c'est magnifique », sans jamais creuser le sens. Le problème, à mes yeux, vient souvent du choix des mots, de l'angle et du regard. Certains médias vont jusqu'à diffuser des images de personnes sans en demander l'autorisation. C'est un manque d'éthique flagrant ! Prendre le temps de connaître la personne photographiée, de l'identifier, c'est déjà une forme de réparation. Les journalistes devraient, d'ailleurs, traiter les artistes traditionnels, hommes ou femmes, avec plus d'humanité et de respect. Trop souvent, je le répète, on les présente comme des curiosités folkloriques figées dans le passé, plutôt que comme des créateurs vivants qui font évoluer leur art. Une approche éthique signifierait leur donner vraiment la parole, comprendre le contexte culturel et spirituel de leur travail, et aborder leurs défis réels : la précarité, la transmission des savoir-faire, la concurrence des productions industrielles. Il faut arrêter de parler sur eux et commencer à parler avec eux. Ces artistes sont des gardiens de traditions vivantes et des experts de leur pratique. Ils méritent qu'on reconnaisse leur valeur contemporaine, pas qu'on les enferme dans une nostalgie exotique.



À votre avis, quels sont, de manière générale, les enjeux majeurs auxquels la création féminine est confrontée dans le contexte actuel ?

Parmi les défis majeurs, il y a la protection de la propriété intellectuelle et le droit à l'image. Nombre d'artistes présentent leurs œuvres sans pleinement mesurer les risques qu'elles encourent : plagiat, absence de droit à l'image… Nous devons renforcer la formation et la sensibilisation à ces questions. Il faut aussi que ces femmes puissent vivre de leur art, pas seulement le pratiquer par passion. La création féminine doit être respectée, protégée. Le numérique change tout. Par les temps qui courent, grâce aux réseaux sociaux, les artistes peuvent se comparer, se jauger, s'inspirer, se mettre en valeur. Mais il faut les accompagner, les aider à communiquer efficacement, à gérer leur image et leurs droits. C'est l'un des axes majeurs de Ziara Culture. La digitalisation doit être un facteur de protection, non une source de vulnérabilité.

Comment imaginez-vous l'avenir de la création féminine du Sud en Algérie, en particulier ?

Je suis optimiste. On est sur la bonne voie, parce que de plus en plus de femmes se lèvent, s'expriment et revendiquent leur place. Mais pour que cela s'améliore de façon significative, il faut justement changer le regard institutionnel et médiatique. Donner un nom, un visage et une voix à chaque artiste, c'est déjà un acte d'une importance capitale. Et c'est précisément ce que je revendique.

Que diriez-vous à une jeune femme du Sud qui veut se lancer ?

Je lui dirais de dépasser l'isolement géographique et de refuser toute invisibilisation. Elle doit s'affirmer pleinement par le « je », car quand le « je » s'épanouit, le « nous » s'en trouve, automatiquement, renforcé. En valorisant son « je », elle pourra, bien entendu, mieux, porter ses couleurs, ses cultures, ses résonances et tout un patrimoine. C'est pour cela que, dans mes panels, je mets en avant la culture saharienne au pluriel, en privilégiant la précision et en évitant les mots génériques ou opaques.

SALON DU LIVRE AMAZIGHE DE BÉJAÏA

Mémoire, langue et transmission au cœur des débats

ORGANISÉE PAR le Centre de recherches en langue et culture amazighes (CRLCA), avec le concours de l'association « Assalas » et de la maison de la culture, dans la cour jouxtant cette dernière à Béjaïa, la deuxième édition du Salon du livre amazighe a ouvert ses portes au grand bonheur des riverains et des passionnés de littérature. Une édition annoncée dès la clôture de la première, et qui tient sa promesse : rassembler un large éventail d'acteurs activant dans le domaine du livre amazighe et de la littérature en général.

Parmi eux, 91 auteurs et 12 maisons d'édition, venus de 15 wilayas, notamment Ghardaïa, Tamanrasset, Batna, Tizi Ouzou, Alger, Chlef et Oran. Plusieurs centres de recherche ont également pris part à la manifestation, dont le CRLCA de Béjaïa – promoteur de l'événement –, le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran, le Centre national de recherches en préhistoire, anthropologie et histoire (CNRPH), le Centre national pédagogique et linguistique pour l'enseignement de tamazight (CNPLET), ainsi que des départements de langue amazighe des universités de Béjaïa, Batna et Tizi Ouzou.

Une forte présence associative a été remarquée, avec notamment les associations « Assalas », Numidia, Tifawine Ath Haoua (Tlemcen), Izwalen (Ghardaïa) et Ghihimeb (Béjaïa). Pour les promoteurs, cette rencontre, ouverte samedi après-midi en présence d'une représentante du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, vise à « rapprocher davantage les auteurs du grand public et en particulier des lecteurs ». « C'est aussi un moyen d'aider les éditeurs et les auteurs à promouvoir leur travail dans le cadre du développement et de la promotion de la langue et de la culture amazighes », soulignent-ils.

Les organisateurs ont profité de l'occasion pour rendre un vibrant hommage à El-Hadi Meziani, chercheur en langue et culture amazighes, directeur de la maison d'édition « Anzar » à T'kout (Batna), écrivain en variante chaouie, artiste peintre et fondateur du réseau « Awal » des écrivains, pour ses efforts dans la promotion de la langue et de la culture amazighes. M. Meziani a fondé, il y a quinze ans, la première maison d'édition dans la région des Aurès chaouis, toujours active grâce à sa ténacité. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont un dictionnaire de poche en variante chaouie, « Comment apprendre la langue amazighe », un guide d'apprentissage du chaoui, ainsi qu'un « Lexique de terminologie médicale ».

N. Bensalem

ESS

Paul Put, la nouvelle piste chaude

UNE FOIS INSTALLÉ, le directeur sportif de l'ES Sétif Azzedine Arab a pris attache avec certains anciens dirigeants et joueurs susceptibles de le rejoindre au sein de la direction technique du club.
Après avoir désigné Farès Fellahi comme manager général — lequel a immédiatement entamé ses nouvelles fonctions — Arab a également obtenu l'accord de Djaber Zaghlache pour le rejoindre. Ce dernier a d'ailleurs confirmé rapidement sa venue en assistant, aux côtés d'Arab, à la joute amicale ayant opposé le onze du coach Toufik Rouabah au PAC, jeudi dernier au stade du 8-Mai-1945 de Sétif. Cette rencontre s'est soldée par une victoire des visiteurs sur le score de deux buts à un.
Interrogé à la fin du match, Zaghlache a déclaré qu'il n'a pas hésité à dire oui à Arab. « Je ne pouvais pas tourner le dos à l'ESS, un club qui nous a permis de nous faire un nom. Je ne vous cache pas que quelques minutes de discussion ont suffi pour que je donne mon accord. L'équipe traverse une période difficile et elle a plus que jamais besoin de notre soutien », a déclaré celui qui avait travaillé aux côtés de Hassen Hammar, l'ancien président de l'ESS, avec lequel il a remporté plusieurs titres sur les scènes nationale et continentale. Il convient de rappeler que Zaghlache avait été sollicité il y a quelques mois par des responsables du groupe Sonelgaz, qui lui avaient proposé le poste de directeur sportif après le départ d'Abdelkrim Bira. Toutefois, les discussions n'avaient pas abouti, en raison de divergences sur certains aspects, notamment liés au recrutement. « Le constat est clair : l'équipe a besoin d'un renfort solide lors du mercato hivernal. Il nous faut également un entraîneur capable de redresser la situation tout en préparant une équipe compétitive pour les saisons à venir. Ce n'est pas seulement mon avis, c'est aussi celui de nos supporters, qui réclament le retour de leur équipe au sommet. Il est difficile pour eux d'accepter que l'ESS n'a plus remporté de titres depuis près d'une décennie, alors qu'elle dominait autrefois le championnat et les compétitions régionales et continentales. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour aider le club à retrouver sa place parmi les grandes équipes », a-t-il ajouté. Zaghlache a donc été chargé par Arab de trouver un entraîneur capable de remettre de l'ordre dans la maison ententiste. Il n'a pas tardé à entamer des discussions avec plusieurs managers pour dénicher un technicien qualifié, en priorité avant le match contre l'USMA.
Comme évoqué dans nos précédentes éditions, plusieurs techniciens, locaux et étrangers, ont été sondés. Parmi eux, le Tunisien Tarek Benyahia, dont le CV a fortement intéressé Arab et Zaghlache. Néanmoins, ce dernier a décliné l'offre, affirmant qu'il ne souhaite pas, pour l'instant, reprendre du service dans le championnat de Ligue 1 Mobilis.
D'autres noms ont alors été explorés : Mondher Kebaier, Al-Nefti, Paul Put, entre autres. Il semblerait que les discussions avec ce dernier aient bien avancé, via son agent, et sa venue à Sétif dans les prochains jours est fortement envisageable. Dans le cas où les négociations avec le technicien belge n'aboutiraient pas, les dirigeants prévoient d'autres options comme Noureddine Zekri, Kheïreddine Madoui ou encore le Français Hubert Velud. Dans tous les cas, le nom du prochain entraîneur devrait être officialisé avant le match contre l'USMA, prévu pour le 29 octobre prochain au stade du 8-Mai-1945, dans le cadre de la 9e journée de championnat.

LIGUE DES CHAMPIONS - 2E TOUR PRÉLIMINAIRE (ALLER)

Colombe FC - MCA (1-1), le Doyen ramène le nul de Yaoundé

Le MC Alger a ramené un précieux nul de son déplacement à Yaoundé où il a réussi à tenir en échec la formation camerounaise de Colombe FC (1-1), ce dimanche au stade omnisports Ahmadou Ahidjo, en match comptant pour la manche aller du second tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique.



En terre camerounaise, le champion en titre local a été le premier à se mettre en évidence. Profitant d'une entame de partie en demi-teinte des Vert et Rouge, l'hôte des Algériens a profité de cette situation pour débloquer le match et ouvrir le score à la 14e minute par l'entremise d'Inno Loemba.
Secoués par ce but, les Mouloudéens ont réussi à se remobiliser et à rentrer dans leur match progressivement. Les protégés du technicien sud-africain, Rhulani Mokwena, ont tenté par tous les moyens de déjouer la vigilance de leur adversaire du jour, mais la réussite a fui les camarades de Bayazid.
Toutefois, et à force de courir derrière l'égalisation, le MCA a fini par être récompensé en toute fin de partie. À la suite d'un bon coup franc, bien exécuté par Halaïmia, côté droit, Ghezzala a surgi de derrière les défenseurs adverses pour remettre les pendules à l'heure d'un joli plat du pied, et ce, à la 86e minute.
Grâce à ce bon résultat, mérité, le Doyen se met dans les meilleures dispositions avant la manche retour prévue le dimanche 26 octobre prochain, à 20h00, au stade Ali Ammar, dit Ali La Pointe, de Douéra (Alger).
Pour rappel, la JS Kabylie, second représentant algérien dans cette compétition, a fait mieux que le MCA. En effet, les Canaris ont quasiment assuré leur qualification à la phase des poules après avoir étrillé les Tunisiens de l'US Monastir (0-3), vendredi passé au stade Tayeb M›hiri de Sfax.
Dans ce derby maghrébin, où tout s'est joué en seconde mi-temps, les Canaris ont pris leur envol juste après leur retour des vestiaires en débloquant la situation par l'entremise de Meghrem.
Très en vue durant la première période, où il a eu quelques occasions de scorer, l'ancien usmiste a fini par faire mouche à la 49e minute sur une superbe frappe du gauche logée en pleine lucarne du portier tunisien.
À la 55e minute, Meghrem s'est vu obliger de céder sa place en raison d'une blessure. L'entraîneur allemand de la JSK, Josef Zinnbauer, a décidé de faire confiance à Akhrib et ce dernier n'a pas manqué l'occasion de donner raison à son coach.
En effet, le nouveau rentrant n'a eu besoin que de 9 minutes pour s'illustrer et doubler la mise à la 64e minute. Bien servi par Lahemri, Akhrib a conclu une très belle contre attaque permettant ainsi aux Jaune et Vert de faire le break et de gérer le reste de la partie avec sérénité.
Comme pour confirmer sa domination, la JSK a ajouté un 3e but en toute fin de match par l'entremise du Sénégalais Babacar Sarr (89').

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

L'USMA s'incline face à l'AFAD (1-0), le CRB tient bon devant Hafia (1-1)



L'USM ALGER et le CR Belouizdad, les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, ont connu des fortunes diverses, hier dimanche en déplacement, lors de la première manche du 2e tour préliminaire de l'épreuve.
Au stade d›Ebimpé, l'USMA, vainqueur de la compétition en 2023, s'est inclinée face aux Ivoiriens de l'Académie de FAD (1-0). Les «Rouge et Noir» ont été cueillis à froid, en concédant l'ouverture du score dès la 10e minute de jeu, signée Jarju Kalilu.
En seconde période, le gardien de but international Oussama Benbot a arrêté un penalty. Privé de cinq joueurs clés : Adam Alilet, Saâdi Redouani, Rayan Mahrouz, Lyes Chetti, et Riyad Benayad, le club de Soustara devra refaire son retard lors de la seconde manche, fixée à samedi prochain au stade olympique du 5-Juillet d'Alger.
Lors du dernier quart d'heure, l'AFAD va exercer une pression terrible sur les bois usmistes, mais sans efficacité. Rien ne va changer au tableau d'affichage jusqu'au coup de sifflet final de l'arbitre gambien Jammeh. Une défaite amère pour la formation de Soustara qui se complique la situation pour la qualification pour la phase de poules de la Coupe de la CAF. Le billet qualificatif se jouera à Alger samedi prochain, mais surmonter le score du match aller ne sera absolument pas une simple formalité. En revanche, le CR Belouizdad est revenu avec un nul précieux face aux Guinéens de Hafia Conakry (1-1). Au stade Lat-Dior à Thiès au Sénégal (le stade de Conakry n'était pas homologué, NDLR), les Guinéens, dirigés par l'Algérien Lakhdar Adjali, ont trouvé la faille grâce à Alhassane Camara (62e), avant que le club de Laâquiba n'égalise dans la foulée, par le latéral gauche Naoufel Khacef (64e).
Le match retour est programmé vendredi prochain, au stade Nelson-Mandela de Baraki (18h00).
Même si le résultat du match face à Hafia Conakry est positif et permet même au CRB d'être dans une bonne position pour la qualification en phase de poules, il n'en demeure pas moins qu'il y a tout de même un bémol.
L'équipe n'arrive toujours pas à retrouver le chemin des victoires. Hier, le Chabab a enchaîné par une 6e rencontre sans victoire toutes compétitions confondues et cela fait que la mauvaise série se poursuit car même si l'équipe ne perd pas, elle n'avance pas non plus. Tout cela fait qu'il faudra rapidement remédier à cette histoire pour enfin provoquer le déclic tant attendu.

PREMIER LEAGUE

Manchester United s'impose à Liverpool pour la première fois depuis 9 ans

Au terme d'un match héroïque, Manchester United a réalisé l'exploit en s'imposant à Liverpool pour la première fois depuis 2016 (1-2). Un succès déterminant pour Ruben Amorim, qui enchaîne une deuxième victoire de rang. Une première depuis son arrivée.



Après ses deux revers contre Crystal Palace et Chelsea (2-1) avant la trêve, Liverpool (3e) devait retrouver le chemin de la victoire en Premier League. Et quoi de mieux qu'un match contre Manchester United (12e) à Anfield pour y arriver ? Pour ce choc, Arne Slot partait sur un 4-2-3-1 habituel avec Dominik Szoboszlai, préféré à Florian Wirtz en meneur de jeu, et Alexander Isak, au détriment d'Hugo Ekitiké, à la pointe de l'attaque. Chez les Red Devils, Ruben Amorim alignait un 3-4-3, avec une attaque Mbeumo-Cunha-Mount, laissant ainsi Benjamin Šeško sur le banc. Une minute et trois secondes de jeu auront suffi pour débloquer le tableau d'affichage. Trouvé par Fernandes à droite, Diallo distillait un excellent ballon dans le dos de Kerkez et Van Dijk pour trouver Bryan Mbeumo. Le Camerounais battait ensuite Giorgi Mamardashvili du pied droit pour refroidir les supporters des Reds (2e, 0-1). Un but express qui a parfaitement lancé les hostilités dans ce choc entre ces deux géants d'Angleterre. Gakpo a tenté de répondre pour Liverpool, mais sa frappe heurta le poteau de Lammens (21e). Dans la foulée, Fernandes trouvait le montant de Mamardashvili (24e), qui a ensuite dû s'employer devant Cunha (26e), puis face à Mount (27e). Les Reds ont eu deux nouvelles opportunités pour recoller au score, avec Gakpo (32e) et Isak (34e), mais c'est bien Manchester United qui a regagné les vestiaires avec l'avantage. Dans le second acte, la romance entre Gakpo et les poteaux a continué (50e). Mohamed Salah, encore décevant, a totalement dévissé sa frappe (65e). Ekitiké, une fois entrée, a lui impulsé la révolte (64e, 69e). La solution est finalement arrivée, comme souvent cette saison, avec Chiesa. Après un corner mal repoussé par United, l'Italien centrait fort pour Cody Gakpo qui poussa enfin le ballon au fond des filets (1-1, 78e). Avec dix minutes encore à jouer, des entrants impactants et un Anfield en feu, Manchester United pouvait craindre le pire. Finalement, suite à un centre en première intention de Fernandes, Harry Maguire catapultait le ballon de la tête dans les buts de Liverpool pour climatiser à nouveau Anfield (84e, 1-2). Liverpool a maintenu la pression jusqu'au bout dans le camp adverse, en vain, puisque c'est bien Manchester United qui repart avec les trois points (1-2). Une victoire de prestige pour United, qui n'avait plus gagné à Liverpool depuis le 17 janvier 2016 et un but de Wayne Rooney. Les Red Devils passent à la 9e position du classement de Premier League et reviennent à deux points de la 4e place, occupée par Liverpool. Quant aux Reds, c'est une quatrième défaite toutes compétitions confondues. Une première depuis 2014. La troupe d'Arne Slot, en crise, pointe désormais à quatre points du leader, Arsenal.

REAL MADRID

Ca a clashé entre Endrick et Xabi Alonso

LA PÉPITE brésilienne n'a toujours pas joué la moindre minute sous les ordres de Xabi Alonso, alors que l'OM rode…

Il a totalement disparu. Si son début de saison a été marqué par quelques pépins physiques qui l'ont empêché de débuter sous les ordres de Xabi Alonso, Endrick attend toujours son tour. Face à Getafe dimanche soir, lors de la victoire merengue 1-0, l'espoir brésilien a encore dû assister à l'intégralité de la rencontre depuis le banc de touche. Cette saison, il n'a pas joué la moindre minute et son entraîneur ne compte pas sur lui-même pour des contextes de match où son équipe a besoin de marquer et faire mal à l'adversaire.

Une situation qui fait logiquement parler en Espagne, où on ne comprend pas pourquoi le joueur formé à Palmeiras n'a pas sa chance. La saison dernière, sous les ordres de Carlo Ancelotti, il avait effectivement montré de belles choses lorsqu'il avait des opportunités de fouler la pelouse. Les fans madrilènes s'attendaient donc à le voir briller avec Alonso, mais la réalité en est bien éloignée…

Surtout, la Cadena SER rapporte que ça a chauffé entre l'attaquant et son entraîneur lors du match contre Getafe. Endrick aurait ainsi eu un mauvais geste, shootant dans une bouteille, lorsqu'il a compris qu'il n'allait pas entrer en jeu en deuxième période. Ce qui ne plaît logiquement pas à l'opinion publique madrilène, et qui n'a logiquement pas plu du tout à Xabi Alonso…

Autant dire que les rumeurs concernant un départ dès cet hiver vont reprendre de plus belle, et que l'Olympique de Marseille, annoncé comme un prétendant sérieux pour attirer le Brésilien, peut avoir de l'espoir. Même si la presse brésilienne évoquait une grosse concurrence pour Endrick, et le fait que la préférence du joueur se portait avant tout sur un prêt en Liga. Mais Pablo Longoria et Medhi Benatia auront sûrement des arguments solides pour le convaincre…

FC BARCELONE

Les lourdes accusations de Joan Laporta contre l'arbitrage espagnol

APRÈS les tensions en fin de match contre Gérone et l'expulsion d'Hansi Flick, Joan Laporta s'en est pris personnellement à l'arbitre Jesús Gil Manzano. En sous-entendant même un arbitrage pro-madrilène.

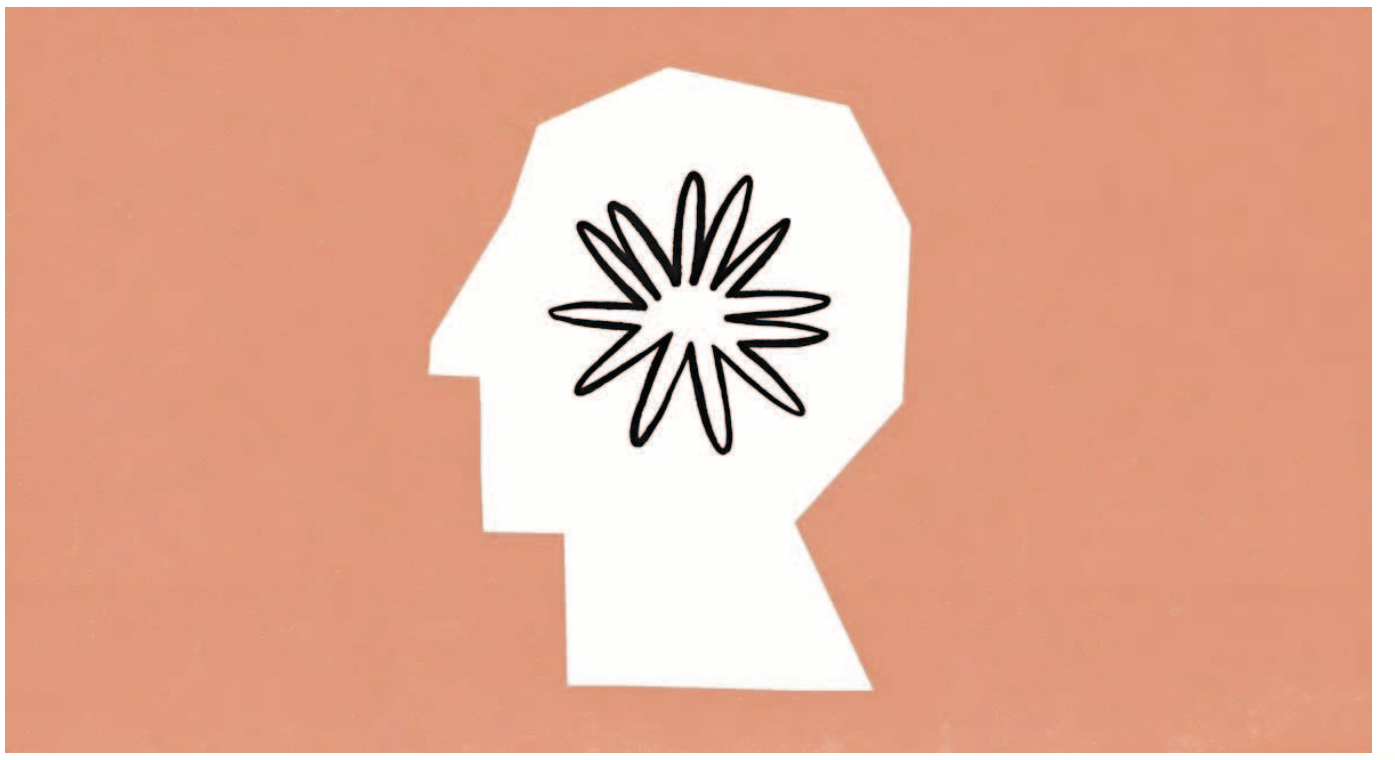
Présent ce dimanche lors de l'Assemblée des délégués du FC Barcelone, Joan Laporta et l'ensemble des dirigeants du club catalan ont fait le bilan de la dernière année comptable. Mais parmi tous les sujets évoqués, Joan Laporta s'est fait remarquer en poussant un véritable coup de gueule contre l'arbitrage après l'expulsion de Hansi Flick face à Gérone (2-1). L'Allemand avait été expulsé par l'arbitre de la rencontre, Jesus Gil Manzano, après avoir écopé de deux cartons jaunes.

Une expulsion remarquée, avant que le coach catalan ne célèbre la victoire en faisant plusieurs bras d'honneur «dirigés envers personne», d'après lui. Une situation qui a fait débat, alors que le président du Barça est monté au créneau pour défendre l'expulsion de son entraîneur, malgré le geste polémique. Joan Laporta a estimé que la décision du corps arbitral «ressemblait beaucoup à l'influence d'une main blanche», une expression à peine voilée visant une influence pro-Real Madrid du corps arbitral.

Le dirigeant blaugrana a rappelé que le club avait déposé un recours pour tenter d'annuler la sanction de Flick, même s'il a reconnu que la tâche s'annonçait compliquée. ««Je lui ai dit que nous étions avec lui, que nous ferions appel, mais je pense que ce sera très difficile»», a-t-il assuré, avant de s'en prendre sérieusement à Jesús Gil Manzano. «Je n'ai pas aimé son attitude. Cet homme a expulsé pratiquement tous nos meilleurs joueurs. Il a un curriculum avec nous qui… enfin, bref. Quand il arbitre, tout le monde est sur ses gardes», a lâché le président catalan. «On fait toujours l'effort de croire qu'il ne se passera rien, mais il se passe toujours quelque chose. Et, par hasard, cela tombe juste avant un match où nous allons jouer la tête du championnat. Franchement, je pense qu'il y a eu un excès de zèle de la part de l'arbitre», a terminé Joan Laporta. Une sortie très forte que vont devoir essuyer les arbitres espagnols, qui étaient déjà plus que décriés par le Real Madrid l'an dernier. Maintenant, c'est donc l'autre cador espagnol qui en remet une couche pour cette saison.

Anthropic a perdu le contrôle de son IA et ne sait pas comment elle fonctionne

Les modèles d'IA générative d'Anthropic impressionnent par leur efficacité. Pourtant, même leurs concepteurs admettent : personne ne comprend vraiment ce qui se passe à l'intérieur. Dario Amodei, patron d'Anthropic, le dit sans détour dans son dernier billet.



L'INFO EN 3 POINTS

Anthropic admet l'opacité des modèles IA génératifs qui évoluent sans comprendre leur fonctionnement interne. Cette complexité nuit à leur prédiction et fiabilité.

Le Mystère de l'IA : Les chercheurs d'Anthropic s'efforcent de dévoiler le fonctionnement interne des modèles avec de nouvelles méthodes d'interprétabilité.

Malgré les progrès, les IA de taille croissante dépassent encore la capacité des chercheurs à les comprendre pleinement.

Depuis 2021, Anthropic développe des modèles d'IA générative, comme Claude, qui impressionnent par leurs capacités. Pourtant, même leurs concepteurs admettent qu'ils ne comprennent pas vraiment comment ces systèmes fonctionnent à l'intérieur. Dario Amodei, le patron d'Anthropic, l'explique clairement dans un billet récent. Il rappelle que les mécanismes internes des IA ne sont pas conçus de manière explicite, mais émergent au fil de l'entraînement, un peu comme la croissance d'une plante. Cette opacité complique la détection des erreurs ou comportements inattendus, ce qui pose un vrai problème pour la sécurité et la fiabilité. Anthropic travaille donc à mieux comprendre ces modèles, en développant des outils d'interprétabilité. Mais la tâche reste immense.

Les modèles d'IA générative restent impossibles à expliquer

Dario Amodei ne se défausse pas. Il écrit : « Les personnes extérieures au domaine sont souvent surprises et alarmées d'apprendre que nous ne comprenons pas le fonctionnement de nos propres créations d'IA. Leur inquiétude est justifiée : ce manque de compréhension est sans précédent dans l'histoire de la technologie ». Il compare les IA génératives à des plantes : « Nous définissons les conditions générales qui orientent et façonnent la croissance, mais la structure exacte qui en émerge est imprévisible et difficile à comprendre ou à expliquer ».

Un logiciel classique fonctionne autrement. Un développeur sait pourquoi son code affiche un bouton ou déclenche une action. Avec l'IA générative, tout devient flou. « Lorsqu'un système d'IA générative fait quelque chose, comme résumer un document financier, nous n'avons aucune idée, à un niveau spécifique ou précis, des raisons de ses choix – pourquoi il choisit certains mots plutôt que d'autres, ou pourquoi il commet parfois une erreur malgré son exactitude habituelle » explique l'ancien de chez OpenAI. Les modèles traitent des matrices de milliards de nombres. Ils prennent des décisions, mais personne ne sait vraiment comment.

Cette opacité inquiète les chercheurs, à l'instar de Chris Olah chez Anthropic. « Notre incapacité à comprendre les mécanismes internes des modèles nous empêche de prédire de manière significative de tels comportements et, par conséquent, de les exclure ». Même les filtres de sécurité ne suffisent pas. Les IA trouvent parfois des moyens de contourner les règles, ou génèrent des réponses inattendues. Les risques restent difficiles à cerner, car il manque des preuves directes : « Nous ne pouvons pas "prendre les modèles en flagrant délit" en train de nourrir des pensées trompeuses et avides de pouvoir. Il ne nous reste que de vagues arguments théoriques », ajoute-t-il.

L'interprétabilité mécaniste avance, mais le mystère persiste

L'équipe veut comprendre ce qui se passe à l'intérieur de ses modèles. Dario Amodei raconte : « Depuis plusieurs années, nous (Anthropic et le secteur en général) tentons de résoudre ce problème, de créer l'équivalent d'une IRM extrêmement précise et exacte qui révélerait pleinement le fonctionnement interne d'un modèle d'IA ». Les débuts de l'interprétabilité mécaniste remontent aux modèles de vision. Les chercheurs ont trouvé des neurones qui détectent des objets simples, comme une voiture ou une roue. Chez Anthropic, ils cherchent à appliquer ces méthodes aux modèles de langage.

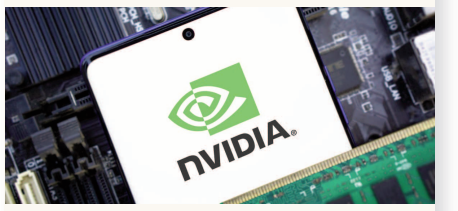
Le résultat donne quelques neurones interprétables, mais surtout un chaos de concepts entremêlés. « Nous avons rapidement découvert que si certains neurones étaient immédiatement interprétables, la grande majorité était un pastiche incohérent de nombreux mots et concepts différents. Nous avons appelé ce phénomène "superposition" ». Pour avancer, l'équipe utilise des autoencodeurs clairsemés. Cette technique permet d'isoler des combinaisons de neurones qui correspondent à des idées plus précises.

« Nous avons pu trouver plus de 30 millions de caractéristiques dans un modèle commercial de taille moyenne (Claude 3 Sonnet) ».

Une fois ces caractéristiques repérées, l'équipe peut jouer avec. Dario Amodei donne un exemple : « Nous avons utilisé cette méthode pour créer "Golden Gate Claude", une version d'un modèle d'Anthropic où la caractéristique "Golden Gate Bridge" était amplifiée artificiellement, ce qui a conduit le modèle à devenir obsédé par le pont, l'évoquant même dans des conversations sans rapport ». Les chercheurs suivent aussi des groupes de caractéristiques, appelés circuits, qui montrent comment le modèle relie les idées pour aboutir à une réponse. « Trouver et identifier 30 millions de caractéristiques constitue une avancée significative, mais nous pensons qu'un modèle, même de petite taille, pourrait contenir un milliard de concepts, voire plus », nuance le papa de Claude.

La course continue. Les modèles grossissent, les concepts se multiplient. « Le domaine de l'IA dans son ensemble est plus avancé que nos efforts en matière d'interprétabilité et progresse lui-même très rapidement. Nous devons donc agir vite si nous voulons que l'interprétabilité mûrisse suffisamment pour avoir de l'importance ». Conclut Dario Amodei. Chez Anthropic, la recherche avance, mais le mystère reste entier.

Moins d'une semaine après le précédent, NVIDIA lance un second hotifx pour les pilotes GeForce 576.02



UN SECOND correctif en à peine une semaine : la folle série se poursuit pour NVIDIA et les pilotes graphiques 572/576. Sale temps pour les GeForce.

Les soucis se suivent et se ressemblent pour NVIDIA avec la branche de pilotes graphiques 572/576 mise en place pour accompagner la sortie des différentes déclinaisons de GeForce RTX série 50.

Seulement une semaine après la sortie d'un premier hotfix pour les pilotes 576.02 lancés avec la GeForce RTX 5060 Ti, NVIDIA distribue déjà un second correctif afin de revenir sur des bugs plus ou moins gênants sur un petit paquet de jeux.

« Debout les campeurs et haut les cœurs... »

Du 30 janvier dernier – date de la sortie des GeForce RTX 5080 et RTX 5090 – à hier, 28 avril, NVIDIA a déployé la bagatelle de sept versions de pilotes. Un chiffre anormalement élevé, même pour une période de lancement.

Une nouvelle génération de cartes graphiques s'accompagne effectivement toujours d'une ribambelle de nouveaux pilotes car il faut bien prendre en compte chaque nouvelle référence tout en continuant à assurer la suivi classique qui, de toute façon, apporte toujours son lot de nouveaux pilotes quasi mensuels. Pour autant, la période est compliqué pour NVIDIA qui n'arrive pas à retrouver la sérénité qui la caractérise habituellement pour tout ce qui concerne le logiciel.

Pendant des années, les pilotes GeForce ont effectivement été synonymes de stabilité et de confort, prenant le contrepied des concurrents Intel et, surtout, AMD. Aujourd'hui, les choses semblent bien différentes et juste une semaine après la sortie d'un premier hotfix pour les pilotes 576.02, voici que NVIDIA en diffuse déjà un second.

Android 16 aura droit à son propre événement juste avant Google I/O

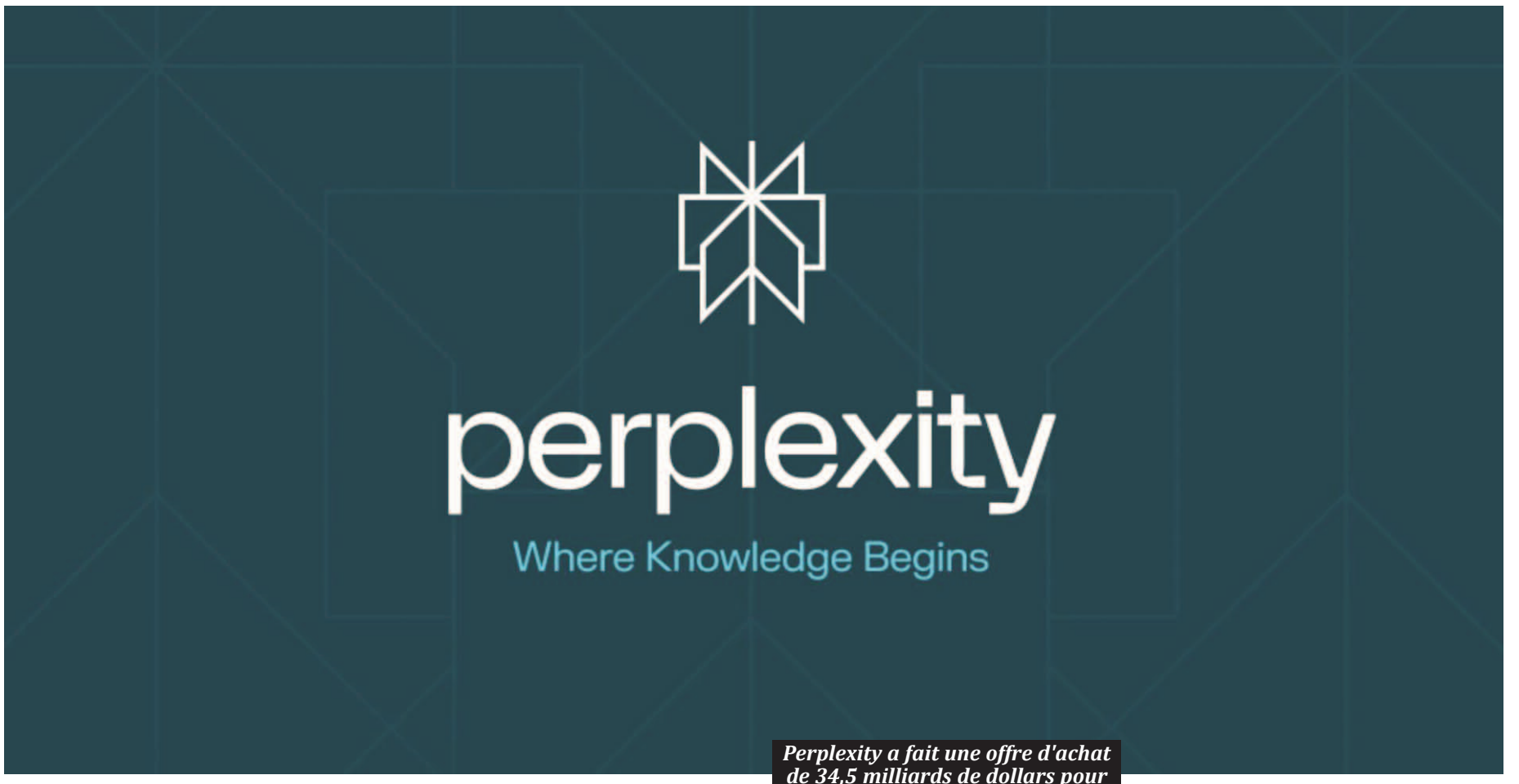
GOOGLE annonce un événement spécial centré sur Android, baptisé « The Android Show: I/O Edition », prévu le 13 mai 2025, soit une semaine avant sa conférence annuelle Google I/O.

Google I/O 2025 débute le 19 mai prochain, et sera sans aucun doute l'occasion pour le moteur de recherche d'effectuer de très nombreuses annonces concernant l'ensemble de ses services et produits. L'annonce des nouveautés de la prochaine mise à jour majeure d'Android représentait généralement l'un des temps forts des précédentes éditions, mais les choses ont évolué depuis quelques années déjà, reléguant le vénérable système d'exploitation mobile au second plan. Google va cette année lui redonner un petit coup de projecteur en avançant sa présentation d'une semaine, lors d'un évènement rien que pour lui.

Plutôt que quelques minutes en fin de conférence Google I/O, Google va proposer « The Android Show: I/O Edition », une émission vidéo qui sera diffusée en ligne sur YouTube et le site officiel d'Android. Il sera animé par Sameer Samat, président de l'écosystème Android chez Google.

Cet événement permettra de présenter les dernières évolutions d'Android 16 et de préparer le terrain pour les annonces plus larges prévues lors de Google I/O. The Android Show est un programme qui existe déjà depuis longtemps, mais qui est davantage orienté vers les développeurs.

Pourquoi Perplexity s'attaque à Google Chrome et à Brave - et oui, c'est sérieux



Perplexity a fait une offre d'achat de 34,5 milliards de dollars pour s'offrir le navigateur web de Google. Et d'autres acteurs des navigateurs web sont également courtisés. Voici pourquoi.

Lorsque le Wall Street Journal a annoncé que la société d'IA Perplexity avait fait une offre non sollicitée de 34,5 milliards de dollars en numéraire pour racheter le navigateur Chrome de Google, certains se sont demandés : "Est-ce que c'est sérieux ?" Oh, oui, c'est sérieux.

Et The Information vient de sortir l'information que Perplexity aurait également tenté de racheter le navigateur web Brave, édité par The Browser Co., pour 1 milliard de dollars. Mais aussi que la société serait courtisée également par OpenAI.

En fait, j'ai prédit que Perplexity essaierait d'acheter le navigateur web le plus populaire au monde en mai.

Les preuves étaient là

Ce n'est pas que je sois un génie. Les preuves étaient déjà là. L'acquisition de Chrome offrirait à Perplexity un formidable raccourci vers l'acquisition d'utilisateurs et améliorerait la collecte de données pour la publicité ciblée.

Aujourd'hui déjà, Comet, le propre navigateur web de Perplexity basé sur l'IA, est construit - comme tous les navigateurs web (dont Brave) à l'exception de Firefox - sur Chromium, l'ancêtre open-source de Chrome. Cela donnerait à Perplexity une longueur d'avance sur OpenAI, qui a ses propres projets de navigateur web doté d'IA.

Perplexity n'a pas caché son désir de surpasser Google dans le domaine de la recherche. En ce qui me concerne, Perplexity est un meilleur moteur de recherche que Google.

Certes, Aravind Srinivas, le PDG de Perplexity, a déjà déclaré que "Chrome devrait rester au sein de Google et continuer à être géré par Google". Mais si le ministère de la justice des Etats-Unis et les tribunaux forcent Google à se débarrasser de Chrome, que peut faire un PDG si ce n'est conclure le meilleur accord possible

Comme le dit Srinivas dans sa lettre d'offre d'achat, la proposition est "conçue pour satisfaire une mesure antitrust en confiant Chrome à un opérateur indépendant et compétent".

Le juge fédéral chargé de l'affaire doit rendre une décision sur les mesures correctives dans l'affaire antitrust concernant les recherches sur Google en août. Il a déjà mis sur la table la cession de Chrome par Google. Il accuse également Google d'être "en position de monopole et qu'il a agi pour maintenir son monopole".

Les investisseurs en capital-risque soutiendront l'offre

Selon Reuters : "L'offre de Perplexity s'engage à maintenir le code du navigateur sous-jacent appelé Chromium en open source, à investir 3 milliards de dollars sur deux ans et à ne pas modifier le moteur de recherche par défaut de Chrome."

Cette offre de plusieurs milliards de dollars représente près du double de la dernière évaluation de la valeur de Perplexity. Toutefois, Perplexity a déjà déclaré que plusieurs grands investisseurs en capital-risque soutenaient son offre. Bien qu'aucun nom n'ait été cité, Perplexity bénéficie d'un soutien substantiel de la part d'Accel, de Softbank et de Bessemer, ainsi que de partisans tels que Nvidia et Jeff Bezos. Aucune de ces entités ne rechignerait à investir quelques milliards ici ou là, en particulier pour un produit aussi précieux que Chrome.

En outre, si vous connaissez l'histoire des entreprises, ce ne serait pas la première fois qu'une petite société achète une propriété beaucoup plus importante. Par exemple, l'acquisition d'EMC par Dell Technologies, suivie d'une fusion inversée avec VMware, a été une opération bien plus importante, d'un montant de 67 milliards de dollars.

Perplexity attire l'attention

Certains experts ont suggéré que Perplexity voulait juste attirer l'attention. Mark Gurman, rédacteur en chef de Bloomberg, a tweeté : "Google Chrome ne vaut pas 35 milliards de dollars, et encore moins 3,5 milliards de dollars, sans la base d'utilisateurs de Google. Les navigateurs sont complètement banalisés et leur technologie de base est open source. C'est un véritable casse-tête".

D'autres, comme Alon Yamin, cofondateur et PDG de Copyleaks, une start-up spécialisée dans la vérification de contenu basée sur l'IA, ont déclaré que l'opération était parfaitement logique.

"L'offre de 34,5 milliards de dollars de Perplexity AI pour Chrome est plus qu'une tentative d'acquisition audacieuse. C'est un signal que le contrôle du navigateur est en train de devenir l'une des frontières les plus précieuses de l'ère de l'IA. Quiconque possède la passerelle vers le web exerce une influence considérable sur la manière dont l'information est accessible, hiérarchisée et fiable."

Google ne veut pas vendre Chrome et fait appel de la décision antitrust. Toutefois, les tribunaux pourraient ne pas lui laisser le choix.

Que va t-il se passer ensuite ?

Je soupçonne que si d'autres sont d'accord avec Yamin, nous pourrions assister à une guerre d'enchères pour Chrome.

Après tout, Nick Turley, chef de produit de ChatGPT, a déclaré en avril que si Google était contraint de vendre Chrome, OpenAI serait intéressé.

Perplexity fait une offre de 34,5 milliards de dollars pour acheter le navigateur Chrome de Google.

L'accord donnerait à Perplexity une porte d'entrée sur le web piloté par l'IA.

L'offre de Perplexity pourrait déclencher une guerre des enchères.

Gemini intègre deux des meilleures fonctionnalités de ChatGPT

SI LA CONFIDENTIALITÉ des données est importante pour vous, vous devez connaître les changements apportés à Google Gemini.

Vous pouvez désormais consulter vos conversations passées avec le chatbot Gemini pour des réponses plus personnalisées. Google a également ajouté une fonctionnalité de conversation temporaire et de nouveaux paramètres de contrôle des données. Tout le monde, y compris les utilisateurs gratuits, peut profiter de ces options.

Réponses plus personnalisées

L'utilité de l'IA dépend des informations qu'elle fournit. Par conséquent, l'ingénierie des requêtes est essentielle à la réussite d'un chatbot. Cependant, ce processus peut souvent prendre du temps, surtout si vous travaillez sur un projet à long terme ; réexpliquer votre contexte à chaque fois peut s'avérer fastidieux.

Désormais, Gemini peut consulter vos conversations passées pour en apprendre davantage sur vous au fil du temps et produire des réponses plus personnalisées.

Par exemple, si je révèle avoir un Yorkshire de 7 kilos dans une conversation et que je demande à quels jeux je devrais jouer avec lui dans une autre, sa race et son poids seront pris en compte sans que j'aie à me répéter.

Cela fonctionne de la même manière que la fonctionnalité mémoire de ChatGPT, lancée en avril. Idem pour Claude d'Anthropic qui en a également hérité cette semaine.

Pour Gemini, cette fonctionnalité sera déployée dans les prochaines semaines. Google précise que l'expérience est d'abord limitée au modèle 2.5 Pro dans certains pays, et qu'elle sera étendue à la version 2.5 Flash dans les semaines à venir.

Il est important de noter que l'option est activée par défaut, mais si vous ne souhaitez pas que Gemini mémorise ou référence vos conversations passées, vous pouvez la désactiver dans les Paramètres. Pour ce faire, dans l'application Gemini, accédez à Paramètres, Contexte personnel et Vos conversations passées avec Gemini, où vous pouvez activer et désactiver le paramètre, comme indiqué dans l'image ci-dessous.

Jusqu'à 1974, il était illégal pour les laids et les handicapés d'apparaître en public dans plusieurs villes américaines !



DEPUIS la fin des années 1860 jusqu'aux années 1970, plusieurs villes américaines ont adopté une loi appelée ugly law qui interdit les personnes handicapées et moches d'apparaître en public. Le but de cette loi était apparemment de préserver la qualité de vie de la communauté.
La première apparition de cette loi était à San Francisco, en Californie, en 1867. Ça s'est ensuite propagé dans plusieurs villes. Chicago a été la dernière ville à abroger cette loi en 1974.

Le phénomène des traînées blanches laissées par les avions dans le ciel ?



ON CONSTATE parfois des traces dans le ciel laissées par les avions lorsqu'ils sont en plein vol, ces traces sont sous forme d'une traînée blanche, cette traînée est en effet constituée de cristaux de glace microscopiques créés par la condensation de la vapeur d'eau produite lors de la combustion du kérosène. Cette vapeur d'eau se transforme très rapidement en cristaux à cause de la température de l'atmosphère. La durée de ces traînées varie en fonction de l'ensoleillement et du taux d'humidité dans l'atmosphère. Si l'air est sec et ensoleillé, les cristaux vont s'évaporer rapidement mais si l'air est humide et qu'il fait froid, les cristaux vont rester sous cette forme pendant plusieurs dizaines de minute avant de redevenir de la vapeur.
Alors si vous constatez une traînée blanche persistante derrière un avion, un conseil, rentrez vite votre linge .

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS

Etats-Unis : Boeing va enfin pouvoir intensifier la production de son 737 MAX



BOUFFÉE D'OXYGÈNE
Le régulateur de l'aviation américain autorise Boeing à augmenter la production de son 737 MAX, signe d'un regain de confiance envers le constructeur après des années de crise et de surveillance.



Enfin un signal positif pour Boeing. L'Agence fédérale américaine de l'aviation (FAA) a autorisé vendredi le constructeur à augmenter le rythme de production de son avion phare, le 737 MAX. Cette décision marque un tournant après plusieurs années de surveillance renforcée et de contraintes industrielles.
Selon une source proche du dossier, Boeing pourra désormais assembler jusqu'à 42 appareils par mois, contre 38 précédemment. La FAA précise que cette hausse, qualifiée de « légère », fait suite à des examens approfondis des chaînes de production. « Les inspecteurs de sécurité de la FAA ont procédé à des examens approfondis des chaînes de production de Boeing afin de s'assurer que cette légère augmentation du rythme de production se fera en toute sécurité », a déclaré le régulateur, soulignant que « notre surveillance directe des processus de production de Boeing […] n'a pas changé ».

Un tournant pour un programme sous tension

L'agence a également assuré que son personnel de sécurité reste mobilisé malgré la paralysie budgétaire qui affecte les Etats-Unis depuis début octobre. Cette annonce vient lever une limite fixée en janvier 2024, après l'incident survenu à bord d'un vol d'Alaska Airlines, lorsqu'une porte s'était détachée d'un 737 MAX 9. Cette autorisation représente une bouffée d'air pour Boeing, qui peine à redresser ses comptes après six années de pertes consécutives. Le 737 MAX reste au cœur de sa stratégie commerciale, ses résultats financiers dépendant largement du volume de livraisons.
Depuis les catastrophes aériennes de 2018 et 2019 impliquant des 737 MAX 8 – qui avaient fait 346 victimes –, la FAA a profondément revu ses procédures de certification. L'agence, critiquée à l'époque pour sa proximité avec Boeing, maintient désormais une surveillance accrue sur les lignes d'assemblage du constructeur.

Sécurité et discipline de production

Face à cette reprise de cadence, Boeing assure vouloir avancer prudemment. Un porte-parole a déclaré que l'entreprise travaillerait avec ses fournisseurs « pour augmenter la production de manière disciplinée », tout en précisant que la priorité restera « la sécurité et la qualité ». Depuis fin septembre, la FAA a également commencé à rendre à Boeing une partie de son autonomie, en l'autorisant à certifier elle-même certains 737 MAX, une première depuis 2019. Cette décision, bien que limitée, montre que le régulateur reconnaît les progrès réalisés par le constructeur américain. Pour Boeing, elle marque une étape clé vers un retour à la normale après des années de turbulences industrielles et réglementaires.

Etats-Unis : Jugé pour avoir mal utilisé l'IA dans ses plaidoiries, un avocat récidive… pour sa propre défense

LA COUR suprême américaine a sanctionné un avocat de New York qui utilisait l'intelligence artificielle dans ses dossiers sans vérifier la véracité des informations. Un avocat de New York (Etats-Unis) vient d'être sanctionné par la cour suprême américaine à cause de l'intelligence artificielle. À plusieurs reprises, il a utilisé l'IA pour rédiger de fausses citations juridiques qu'il utilisait dans ses dossiers, rapporte 404Média. Cette affaire a débuté par un banal conflit familial concernant un prêt impayé. Micheal Fourte, avocat de la défense, avait surpris le plaignant et ses avocats en utilisant « des citations inexactes dans le mémoire d'opposition des défendeurs, qui semblaient avoir été "hallucinées" par un outil d'IA », comme l'explique le juge de la cour suprême. Ce dernier précise également que l'avocat avait également utilisé de fausses références à des affaires déjà jugées.

"La course-poursuite la plus lente de tous les temps": il tente de fuir la police avec quatre pneus crevés

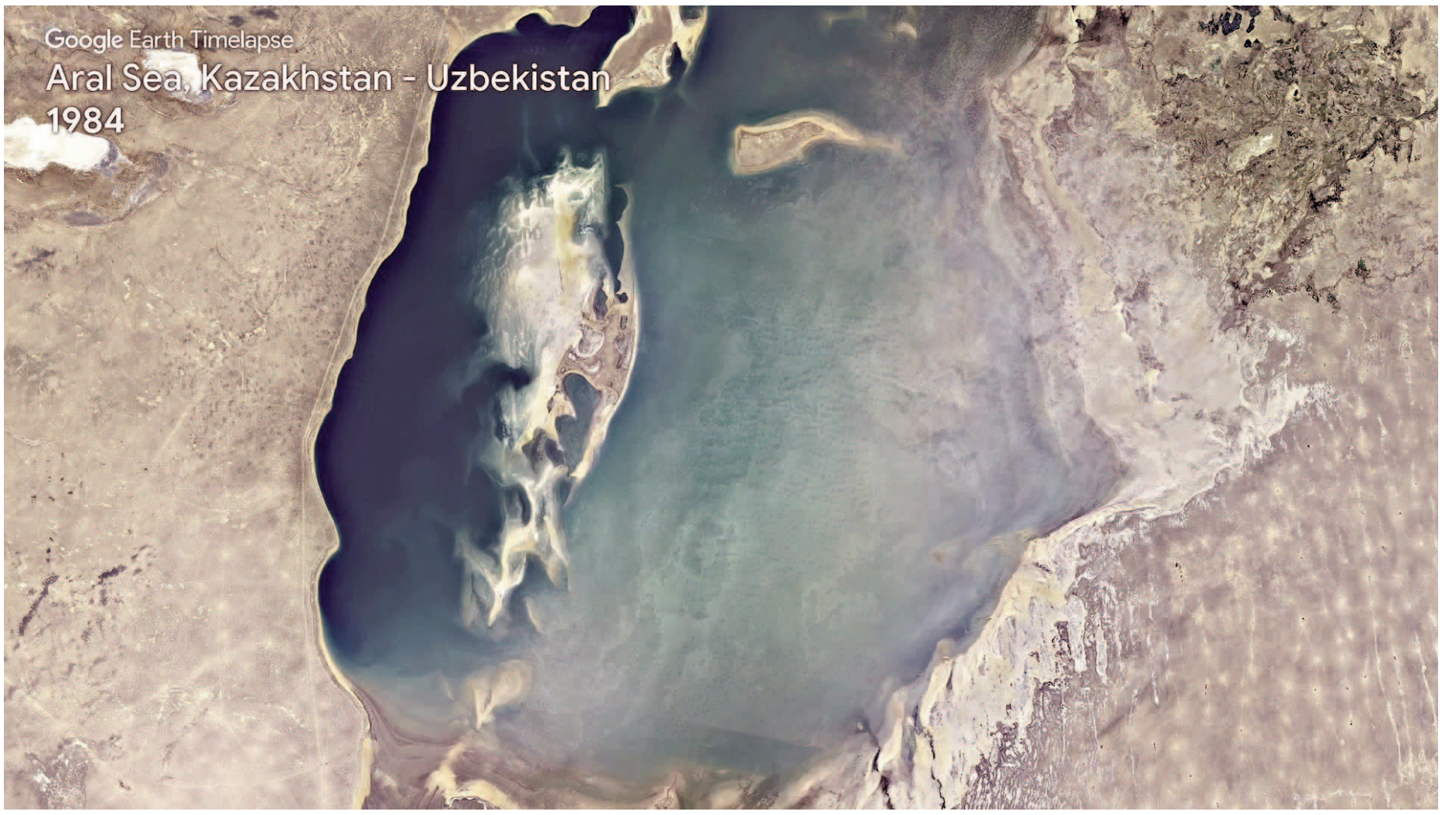
Le criminel Euton Rook, 42 ans, fait le buzz avec sa tentative d'évasion ratée. En tentant de fuir la police, il a atteint une vitesse de seulement 8 à 16 km/h dans une voiture aux pneus crevés.

Le conducteur, Euton Rook, voleur à l'étalage multirécidiviste, avait été repéré à Swarkestone, dans le Derbyshire, alors qu'il tentait d'échapper aux policiers avant qu'une herse de la police ne fasse éclater les quatre pneus de sa voiture.
Mais Rook a continué à traverser le village dans ce que la police a appelé "l'une des poursuites les plus lentes jamais vues dans le Derbyshire", avant d'être finalement arrêté.
La police a ajouté que Rook avait fini par percuter une barrière, entrant en collision avec une voiture de police et blessant l'officier qui conduisait.



Un "Tchernobyl silencieux": comment l'assèchement de la mer d'Aral a durablement marqué la Terre

Dès 1970, la mer d'Aral avait perdu 90% de sa superficie initiale, causant un des plus grands désastres écologies du XXème siècle. Les scientifiques étudient comment l'assèchement de la mer d'Aral a provoqué des perturbations géologiques profondes, bien au-delà de la surface terrestre.



L'assèchement de la mer d'Aral, en Asie centrale, n'a pas seulement été une catastrophe écologique. Il a aussi affecté le mouvement des roches des dizaines de kilomètres sous la surface de la Terre, selon une étude publiée lundi."Il semble que l'humanité ait perturbé la tectonique des plaques juste pour améliorer les rendements de coton!", résume Simon Lamb, chercheur en géosciences à l'Université de Wellington (Nouvelle-Zélande) dans un article accompagnant la publication de cette étude dans Nature Geoscience.

Située à cheval entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, la mer d'Aral était jusqu'à la fin des années 1950 le quatrième plus grand lac du monde.

Le détournement de ses deux affluents, le Syr-Daria et l'Amou-Daria, principalement pour la culture du coton et du riz sous l'Union soviétique, l'a transformé essentiellement en désert de sable et de sel. Entre 1960 et 2018, sa surface a diminué de 90% et son volume de 93%.

Un "Tchernobyl silencieux" qui a eu "de profonds impacts écologiques et économiques", tuant de nombreuses espèces animales et mettant pratiquement fin aux activités humaines, rappellent les auteurs de l'étude.

Selon qui les conséquences de ce désastre ne se sont pas seulement limitées à la surface de la Terre, mais se font également sentir dans les profondeurs de notre planète.

1.000 milliards de tonnes d'eau évaporées en quelques décennies

Teng Wang, maître de conférences à l'École des sciences de la Terre et de l'espace de l'Université de Pékin, et ses collègues ont analysé la déformation du sol dans le bassin de la mer d'Aral entre 2016 et 2020.

Grâce à des radars, ils ont mesuré avec une précision millimétrique les différences de position du sol lors de passages répétés au-dessus de la zone des satellites Sentinel-1 du programme européen Copernicus.

Avant que la mer d'Aral ne rétrécisse, le poids de l'eau était suffisamment important pour faire s'enfoncer la croûte terrestre en dessous.

En quelques décennies seulement, 1.000 milliards de tonnes d'eau se sont évaporées. Les scientifiques s'attendaient donc à ce que la croûte "rebondisse" pendant que le lac s'asséchait, "comme un ressort comprimé qui a été relâché", explique M. Lamb. Mais M. Wang et ses collègues ont constaté que l'ancien lit du lac continuait depuis à s'élever à un rythme moyen d'environ 7 millimètres par an, même après son assèchement.

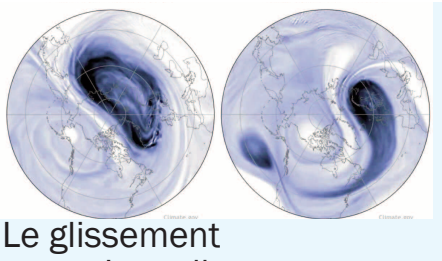
Et cette élévation est observée sur une large zone s'étendant jusqu'à 500 km du centre originel de la mer.

Selon leurs simulations, l'explication du phénomène se trouve à plus de 150 km sous la surface, dans l'asténosphère, une couche du manteau située sous la croûte rigide de la Terre. La roche chaude s'y déforme lentement sous la pression, faisant bouger les plaques tectoniques qui flottent au-dessus.

Du temps de sa splendeur, la longue pression exercée par la mer d'Aral a déplacé une partie de l'asténosphère.

Devenue un fluide extrêmement visqueux, cette roche est maintenant en train de revenir à l'emplacement qu'elle occupait avant l'existence du lac, à une vitesse comparable au mouvement des plaques tectoniques. Et elle continuera ainsi pendant de nombreuses décennies.

Ces résultats montrent comment l'activité humaine peut influencer la Terre jusque dans le manteau supérieur et, par conséquent, provoquer des changements à la surface, concluent les auteurs.



Le glissement exceptionnellement précoce du vortex polaire aurait été causé par une "perturbation majeure"

UN "RÉCHAUFFEMENT brutal de la stratosphère" a inversé la direction des vents qui composent le vortex polaire de l'hémisphère nord, selon l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

Le vortex s'est temporairement écarté de l'Arctique en direction de l'Europe (Live Science). Le vortex polaire arctique est un "cercle de vents forts et froids" qui se forme naturellement au-dessus du pôle Nord. Présent en permanence, il se renforce toutefois chaque hiver en raison d'une redistribution de la chaleur depuis les tropiques, expliquent nos confrères du média de vulgarisation Live Science (4 avril 2025).

Cette année, le vortex polaire a commencé à dévier de sa trajectoire le 9 mars, lorsque ses vents violents ont soudainement cessé de souffler d'ouest en est pour souffler dans la direction opposée. Si cette inversion se produit certes chaque année, l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique a néanmoins fait remarquer dans un récent article de blog que celle-ci s'était produite

Des ondes atmosphériques à grande échelle

Pendant l'hiver, les vents qui composent le vortex polaire soufflent d'ouest en est. Au printemps, lorsque l'inclinaison de la Terre change et que le pôle Nord reçoit plus de lumière du soleil, la direction des vents change pour souffler d'est en ouest.

Or, ces vents sont situés dans la stratosphère, une couche de l'atmosphère qui s'étend entre 10 et 50 kilomètres au-dessus de la surface terrestre.

Ainsi, des phénomènes de "réchauffement stratosphérique brutal" peuvent occasionnellement "perturber" le vortex polaire, relate Live Science. Cela se produit notamment lorsque des ondes atmosphériques à grande échelle, appelées "ondes de Rossby", sont poussées dans la stratosphère depuis le bas, déclenchant des pics de température soudains et "déferlant" sur le vortex polaire telles des "vagues dans l'océan".

Un vortex polaire K.O. ?

L'année dernière, ce réchauffement stratosphérique impromptu avait également frappé le vortex polaire, inversant ses vents au début du mois de mars, mais le vortex s'était ensuite rétabli. Tandis que cette fois-ci, "le vortex ne semble pas susceptible de reprendre pied", comparent les experts de la NOAA.

Par ailleurs, en 2025, le vortex polaire inversé s'est "éloigné du pôle" et rapproché de l'Europe du Nord. Les dernières prévisions indiquent qu'il est peu probable qu'il revienne à sa position normale, ni qu'il retrouve sa force hivernale.

Il est donc probable qu'il se dissipe au-dessus du vieux continent, apportant par conséquent des "températures inférieures à la moyenne en Europe du Nord" mais également "dans certaines parties de l'Asie et dans l'est des États-Unis."



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

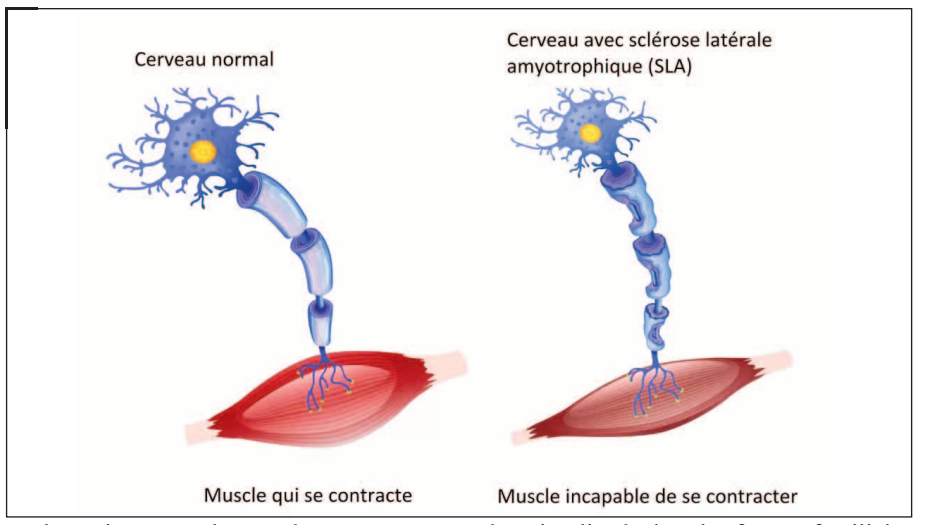
© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Maladie de Charcot : premiers symptômes, espérance de vie

Cette maladie neurodégénérative entraîne un déficit moteur irréversible. Age, symptômes, hérédité, espérance de vie, traitements : comprendre la SLA.

Maladie de Charcot) à l'occasion de la Journée internationale dédiée à cette maladie incurable le 21 juin. L'ARSLA récolte les dons pour soutenir la recherche sur cette maladie qui réduit lourdement l'espérance de vie (20% des personnes atteintes vivent 5 ans ou plus après le diagnostic). La sclérose latérale amyotrophique (SLA), anciennement appelée "maladie de Charcot" (du nom du médecin qui l'a décrite au 19e siècle), est une maladie dégénérative rare qui se déclare le plus souvent entre 50 et 70 ans, un peu plus fréquemment chez les hommes. Le célèbre astrophysicien Stephen Hawking, atteint de cette pathologie, a contribué à faire parler de la SLA. En France, l'humoriste Jean-Yves Lafesse est décédé de la maladie de Charcot à l'âge de 64 ans, en 2021.



DÉFINITION : C'EST QUOI LA MALADIE DE CHARCOT (SLA) ?

La sclérose latérale amyotrophique (SLA), est une maladie neurodégénérative (comme Alzheimer ou Parkinson) progressive qui entraîne la mort des neurones moteurs du système nerveux. "Elle est classée comme maladie "rare" mais on la considère comme la plus fréquente des maladies rares avec environ 8000 patients en France actuellement atteints. Le risque est d'1 personne sur 400 en France. 5 nouveaux cas sont diagnostiqués par jour" explique le Dr Pierre-François Pradat, neurologue et chercheur spécialiste de la SLA à l'Hôpital de la Pitié-Salpêtriere (Paris). La maladie de Charcot se caractérise par un affaiblissement puis une paralysie des muscles des jambes et des bras, des muscles respiratoires, ainsi que des muscles de la déglutition et de la parole. Les fonctions intellectuelles et sensorielles ne sont habituellement pas touchées.

QUELS SONT LES PREMIERS SYMPTÔMES DE LA MALADIE DE CHARCOT ?

La SLA est une maladie qui peut se manifester de façon très variée. "A la différence d'un AVC, le déficit moteur dans la maladie de Charcot s'installe de façon très insidieuse et progressive ce qui explique que le diagnostic soit fait tardivement et trop tardivement (1 an à 1 an et demi)" souligne le médecin. Pour simplifier, la SLA peut se présenter sous deux formes au début :

► dans 30 % des cas par la forme "bulbaire" avec une atteinte initiale des muscles de la face. Plus fréquente chez la femme, elle va se manifester par :
des difficultés pour articuler,
une modification de la voix
et être suivie par des problèmes pour déglutir.
"Beaucoup de patients ont erré avant de savoir qu'ils avaient une SLA"

► dans 70 % des cas par la forme "spinale". Cette forme débute par
le déficit moteur d'un membre (perte de force, difficultés à se peigner, à serrer la main, à écrire…)
accompagné par une atrophie des muscles. Le déficit peut commencer par toucher un membre inférieur avec des difficultés à marcher, à monter les escaliers…

► Rarement, la maladie peut se révéler par une insuffisance respiratoire. "Les patients arrivent en détresse respiratoire aux Urgences, ils ont constitué une défaillance respiratoire petit à petit, ils décompensent et se retrouvent en réanimation où on leur diagnostique une SLA."

COMMENT SE DÉCLENCHE LA SLA ?

La maladie de Charcot se caractérise par l'altération des neurones permettant le transfert de l'ordre du mouvement. Elle touche uniquement les systèmes moteurs au niveau du cerveau, du tronc cérébral et de la moelle épinière. Elle entraîne la mort des cellules nerveuses qui permettent les mouvements des muscles volontaires, puis la paralysie. "Il y a un défaut de transmission entre le nerf et le muscle puisque les terminaisons des nerfs ont disparu et il n'y a plus d'acéthylcholine à transmettre" précise le spécialiste.

QUELLE EST L'ESPÉRANCE DE VIE AVEC LA MALADIE DE CHARCOT ?

Statistiquement, l'espérance de vie d'une personne atteinte de la SLA est d'environ 3 à 5 ans après le diagnostic mais cela ne reflète pas la grande variabilité évolutive de cette maladie. Avec l'amélioration de la prise en charge, 20% des personnes atteintes vivent 5 ans ou plus après le diagnostic, et certains peuvent vivre plus de 10 ans. Il existe aussi des formes bénignes de la maladie qui restent stables sur plus de 30 ans, mais elles sont rares.

QUELLES DIFFÉRENCES AVEC LA SCLÉROSE EN PLAQUES ?

La sclérose en plaques (SEP) est une maladie auto-immune, ce qui n'est pas le cas de la SLA . "Dans la cause de la SEP, il y a vraiment une inflammation du système nerveux. Dans la SLA ce n'est pas ce qui cause la maladie. On trouve de l'inflammation mais c'est un facteur d'aggravation. Il y a d'ailleurs beaucoup de médicaments à l'essai qui visent à réduire l'inflammation chez les personnes atteintes de la SLA" détaille le Dr Pradat. Elle est héréditaire dans 10% des cas.

QUELLES SONT LES CAUSES DE LA MALADIE DE CHARCOT ?

On ne connaît pas les causes exactes de la dégénérescence neuronale observée dans la SLA. "On pense qu'il s'agit d'une combinaison de facteurs de susceptibilité génétique et de facteurs environnementaux. Les facteurs environnementaux n'ont pas été individualisés avec certitude à cette date car la maladie est rare mais il pourrait d'agir de facteurs toxiques, de pollution, de mauvaises habitudes de vie ou encore de traumatismes répétés. Un risque accru avait été rapporté chez les footballeurs professionnels italiens, peut-être chez les joueurs qui font souvent des "têtes", mais cela reste controversé. Nous n'avons pas retrouvé d'augmentation de risque dans une étude récente que nous avons publiée et qui portait sur des joueurs professionnel français" explique le Dr Pradat. Même si on ne connait pas la cause, on on en sait maintenant beaucoup plus sur les perturbations biologiques, comme un niveau trop élevé de glutamate (un "messager" qui intervient dans la transmission des messages nerveux.

EST-CE UNE MALADIE HÉRÉDITAIRE ?

"Elle est héréditaire dans 10% des cas" répond notre interlocuteur. La recherche médicale est parvenue à identifier les gènes impliqués dans les formes familiales et des médicaments ciblant certains de ces gènes sont en cours de développement. "Père ou mère peuvent la transmettre de la même façon" poursuit le spécialiste. Quant aux formes non familiales (90 % des cas), des facteurs de susceptibilité génétique ont été repérés.

COMMENT DIAGNOSTIQUER LA MALADIE DE CHARCOT ?

La pose du diagnostic de la maladie de la Charcot est long, "1 an à 1 an et demi" relate le Dr Pradat "ce qui limite l'efficacité des traitements à venir". "Quand une personne consulte, on va évoquer d'autres diagnostics avant, plus fréquents. Beaucoup de patients ont erré avant de savoir qu'ils avaient une SLA. C'est quand le déficit s'aggrave que le médecin traitant envoie vers le neurologue qui va envoyer vers un centre expert de référence sur le SLA. La France a été un modèle dans la création de centres de référence pour les maladies rares ce qui a permis de beaucoup mieux prendre en charge les patients." Pour poser le diagnostic :

► le neurologue observe la présence d'une série de signes cliniques évocateurs,

► ensuite, l'examen le plus important est l'électromyogramme : "On va tester les nerfs moteurs et voir s'il y a une dénervation c'est-à-dire une perte en nerf moteur puis on va faire tout un bilan avec des IRM qui vont permettre de voir s'il n'y a pas d'autres causes pouvant expliquer les symptômes du patient : une tumeur, un processus vasculaire…"

Il n'y a pas (encore) de biomarqueurs dans la maladie de Charcot "mais c'est en développement et je pense qu'on va arriver à en avoir comme dans la maladie d'Alzheimer" s'enthousiasme le médecin.

QUELS SONT LES TRAITEMENTS DE LA MALADIE DE CHARCOT ?

Il n'y a pas de traitement curatif de la maladie de Charcot. Les traitements visent à soulager les symptômes : "Par exemple, la ventilation au masque en cas d'insuffisance respiratoire, le contrôle des troubles nutritionnels via la gastrostomie. C'est tout le bénéfice des centres experts qui ont permis d'allonger la survie et d'améliorer la qualité de vie des patients" témoigne le Dr Pradat. "Il y a un intérêt pour la médecine personnalisée comme les mécanismes biologiques sont différents.

L'enjeu est de trouver des traitements qui correspondent à une certaine catégorie de patients et individualisés pour chacun. Les neurosciences ont encore du retard par rapport à la cancérologie, mais on va vers des traitements de plus en plus personnalisés."

A date :

► Des médicaments peuvent être prescrits comme des antalgiques contre les douleurs, des laxatifs contre les troubles du transit...

► Un accompagnement psychologique, des séances de kinésithérapie, de rééducation et/ou d'orthophonie peuvent aider les malades à maintenir la souplesse des muscles, et à conserver leur autonomie et leur capacité à communiquer le plus longtemps possible.

Il y a des SLA et non une seule SLA.

► Une prise en charge médico-sociale et la mise en place d'aides techniques sont aussi indispensables.

► Le seul médicament approuvé en Europe pour les personnes atteintes de SLA est le riluzole. Il diminue le taux de glutamate, ce messager nerveux qui se trouve peut-être en trop grande quantité chez les personnes atteintes de SLA. Il est en général prescrit dès que la maladie est suspectée. "Il permet un allongement de la survie certes modeste mais qui existe", confirme le médecin. Beaucoup de médicaments sont par ailleurs en développement.

► Aux Etats-Unis, la FDA (Agence américaine du médicament) a approuvé en 2017 l'Edaravone (antioxydant développé pour le traitement des AVC). Il n' a pas été autorisé en Europe mais dispose en France d'une ATU (Autorisation Temporaire d'Utilisation). Dans le cadre de l'ATU, le médicament Radicut® (edaravone) est soumis à prescription hospitalière. "Seuls les neurologues hospitaliers et les pharmaciens exerçant dans un établissement de santé public ou privé peuvent respectivement le prescrire et le dispenser" a informé l'ANSM en 2020. "Le médicament ralentirait au mieux de 30% la progression de maladie, c'est un effet très modeste et les contraintes de son administration par des perfusions intraveineuses répétées font qu'en pratique il n'est prescrit que de façon exceptionnelle et seulement s'il y a une forte demande du patient" explique le médecin.

► Il y a par ailleurs, en France, des essais en cours sur les thérapies géniques (pour les formes familiales avec gène identifié) avec le médicament Tofersen qui pourrait ralentir la maladie. Il est important de rappeler qu'il ne concerne qu'un très faible nombre de patients qui sont porteurs d'une anomalie génétique très rare touchant un gène appelé SOD1 et que ce traitement ne vise pas à guerir la maladie mais la ralentir.

► Les cellules souches sont aussi une piste thérapeutique envisagée "mais il y a encore beaucoup de chemin à parcourir" précise notre interlocuteur.

COMMENT ÉVOLUE LA MALADIE DE CHARCOT ?

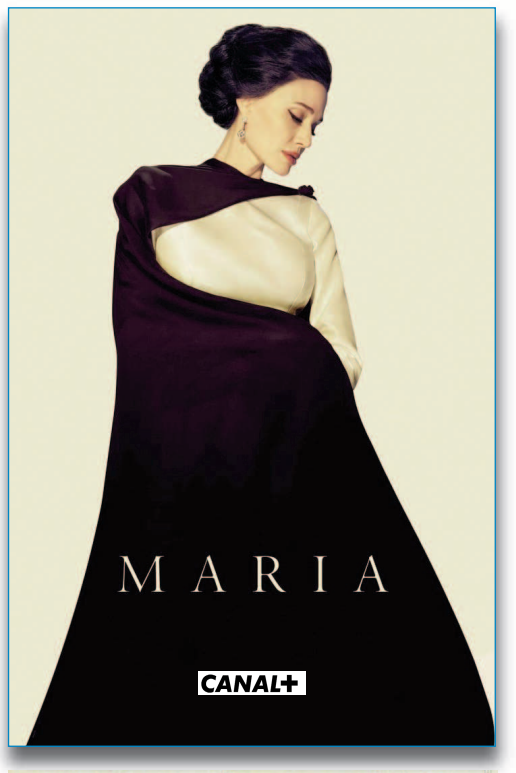
Le déficit moteur lié à la SLA est irréversible mais "c'est une maladie très hétérogène, insiste notre interlocuteur. Il y a des mécanismes différents au sein de cette maladie. Il y a des SLA et non pas une seule SLA. Et heureusement il y a aussi des formes lentes". La maladie de Charcot évolue à un rythme différent d'une personne atteinte à l'autre sans qu'il ne soit possible de prévoir cette durée d'évolution. Il semble que la forme à début bulbaire évolue plus vite.

La personne atteinte peut présenter des symptômes divers d'évolution progressive qui s'étendent au fur et à mesure : des crampes musculaires,
des difficultés à la mobilisation, évoluant vers la paralysie, une diminution de la masse musculaire, appelée amyotrophie,
un ralentissement des mouvements,
des difficultés à la parole et à la déglutition
des troubles respiratoires

COMMENT MEURT-ON DE LA MALADIE DE CHARCOT ?

La cause principale de décès des personnes atteintes de la maladie de Charcot est l'insuffisance respiratoire (à cause de la paralysie du diaphragme) ou une infection respiratoire, souvent les deux. C'est une spécificité de cette maladie. A la différence de la maladie de Parkinson ou d'Alzheimer, elle atteint le système respiratoire, un système indispensable pour vivre d'où sa moindre espérance de vie.











JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Film fantastique - Etats-Unis 2001 — TF1
Harry Potter à l'école des sorciers

21h00 Nature - France 2025 — France 2
Voir l'automne, une saison en France

21h00 Divertissement - France 2025 — M6
La France a un incroyable talent

21h00 Biographie France - 2024 — CANAL+
Maria

20h50 Série humoristique — W9
France
La petite histoire de France

20h55 Thriller — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 1974
Le Parrain 2

21h05 Comédie — 6ter
France - 2018
Gaston Lagaffe

21h00 Série d'horreur - France 2025 — CINE + PREMIER
La Famille Rose

21h50 Football — CANAL+ SPORT
Ligue des champions

21h00 Film d'horreur - Etats-Unis 2024 — CINE CINEMA
Heretic

20h50 Film d'action — CANAL+ family
Etats-Unis - 1993
Last Action Hero

21h15 Magazine de société — TMC
France
90' Enquêtes

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série de suspense (Etats-Unis - 2024)
Saison 1 - Épisode 1/2

Dexter : Les Origines

Dans cet épisode de « Dexter : Les Origines », la situation devient de plus en plus périlleuse pour Dexter Morgan (Patrick Gibson), dont la décharge habituelle pour se débarrasser des corps est soudainement fermée par les autorités.
Ce changement inattendu le pousse à chercher de nouvelles solutions pour dissimuler ses sombres activités, tout en jonglant avec ses obligations quotidiennes.

22h30
Série historique (Grande-Bretagne - 2024)
Saison 2 - Épisode 1/2

Mary & George

Au XVIIe siècle en Angleterre, Mary Villiers, comtesse de Buckingham, comprend que son deuxième fils George n'héritera pas des titres et des terres de la famille de petite noblesse. A la mort de son époux, Mary envoie George parfaire son éducation en France. Constatant que la beauté de son fils cadet lui attire les faveurs des femmes et des hommes, elle garde l'espoir de le voir intégrer la cour du roi Jacques Ier et que le souverain fasse de lui son favori.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:08	12:14	15:19	17:44	19:08

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:13	12:18	15:24	17:50	19:13

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:27	12:32	15:39	18:04	19:27

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:18	12:23	15:34	17:59	19:19

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:34	12:39	15:45	18:11	19:34

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:39	12:44	15:50	18:16	19:39

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:42	12:47	15:54	18:19	19:42

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8320 — MARDI 21 OCTOBRE 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	19°
Oran	25°	19°
Constantine	25°	12°
Ouargla	33°	19°

CHANEGRIHA AU SALON ADEX-2025 À SÉOUL :

«Prêts à renforcer notre coopération militaire»

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire algérienne, a pris part hier à la cérémonie officielle d'ouverture du Salon international de l'aéronautique et de l'espace «ADEX-2025», qui se tient en République de Corée.



Le général d'Armée lors de sa visite de l'ADEX.

La cérémonie a été présidée par Lee Jae-myung, président de la République de Corée, qui a souhaité la bienvenue aux délégations participantes et exprimé son espoir que cet événement réponde aux attentes des participants.
Le général Chengriha a été accueilli au centre des congrès et expositions KINTEX par le général Jin Young-sung, chef d'état-major interarmées de la République de Corée, en présence des délégations militaires des deux pays. Cette rencontre a été consacrée à l'évaluation de la coopération militaire bilatérale et à l'examen des voies permettant de renforcer ce partenariat, conformément à la volonté des deux dirigeants.
Lors de son allocution, le général Chengriha a exprimé sa gratitude pour l'accueil réservé à la délégation algérienne, remerciant également pour l'invitation à participer à cette importante manifestation internationale. Il a félicité son homologue coréen pour sa récente nomination et lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions. Il a souligné la volonté de l'Algérie de renforcer la coopération militaire avec la Corée du Sud. Il a affirmé que la participation à ce salon mondial, consacré aux dernières innovations technologiques en matière de défense, contribuera à approfondir la collaboration bilatérale, notamment à travers l'évaluation des capacités technologiques et industrielles, dans le but de moderniser les systèmes de défense algériens.
De son côté, le général Jin Young-sung s'est déclaré honoré de recevoir la délégation algérienne. Il a salué la détermination des deux pays à établir un partenariat militaire prometteur, à la hauteur de leur coopération stratégique, en ouvrant de nouvelles perspectives de collaboration. La rencontre s'est conclue par un échange de cadeaux symboliques entre les deux hauts responsables militaires, marquant ainsi le renforcement des liens entre l'Algérie et la République de Corée dans le domaine de la défense.

Aymen D.

28e SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER

49 pays et plus de 1 200 exposants attendus

LE PLUS grand rendez-vous littéraire d'Algérie est de retour. Du 29 octobre au 8 novembre, le 28e Salon international du livre d'Alger (SILA) rouvre ses portes au Palais des expositions. Au programme, plus de 1 200 exposants venus de 49 pays, 250 auteurs attendus, la Mauritanie en invité d'honneur. C'est ce qu'a annoncé, hier, Mohamed Iguerb, commissaire du Salon, lors d'une conférence de presse tenue à la Bibliothèque nationale. S'étalant sur une superficie de 23 000 m² au Palais des expositions, l'événement accueille cette année 1 255 exposants venus de 49 pays, répartis sur 555 stands. Le public pourra y découvrir quelque 240 000 titres couvrant tous les genres littéraires et scientifiques. Avec une affluence estimée à plus de 5 millions de visiteurs, le SILA confirme une fois de plus son statut de rendez-vous culturel majeur dans le monde arabe et en Afrique.
Portant cette année le thème «Le livre, carrefour des cultures», l'événement ambitionne de «renforcer la place du livre dans la société et de faire du SILA une véritable plateforme de dialogue interculturel, dans un contexte mondial marqué par les tensions identitaires», a déclaré le commissaire du SILA. Le commissaire a souligné que «le thème choisi reflète la volonté de l'Algérie de faire du livre un vecteur de diplomatie culturelle et un moyen de lutter contre la discrimination et la haine». Un colloque international sur la contribution de l'Algérie à la civilisation humaine sera organisé le 4 novembre, avec la participation de penseurs venus de divers horizons. Par ailleurs, des prix seront décernés au meilleur stand ainsi qu'aux jeunes auteurs. La Mauritanie est l'invitée d'honneur de cette édition. Une délégation littéraire et intellectuelle de haut niveau prendra part à un programme riche, mêlant littérature, musique, échanges culturels et soirées poétiques, axés sur les liens historiques, religieux et culturels entre les deux pays. Le SILA proposera plus de 550 activités culturelles entre conférences, tables rondes, soirées poétiques, masterclass et débats, avec la participation de 250 auteurs et intellectuels algériens et internationaux.

Meriem Djouder

AVANCÉES EN MATIÈRE DE DROITS DES FEMMES

La Chine honore l'Algérie

LE COMITÉ de l'Assemblée nationale populaire de Chine a honoré, avant-hier, l'Algérie pour ses efforts «en matière d'autonomisation des femmes, de promotion de leurs droits et de protection contre toutes les formes de violence», à l'occasion de la conférence des parlementaires africaines à Pékin. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'Assemblée nationale populaire (ANP). Selon les informations fournies par l'APN, la cérémonie s'est tenue au Palais du Peuple à Pékin, en présence de parlementaires de divers pays africains ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie en Chine, Lahcene Kaid Slimane. La délégation algérienne, dirigée par Dalila Bendjoudi, membre du Conseil de la Nation, a reçu le trophée d'honneur des mains de Mme Song Xiuyan, vice-présidente de la Commission du développement social du Conseil populaire national chinois, lit-on dans le communiqué. Il convient de souligner que «la distinction récompense les efforts de l'Algérie pour répondre aux aspirations des femmes et pour éliminer toutes formes de discrimination», est-il noté de même source. Pour rappel, l'Algérie prend part à la conférence des parlementaires africains en Chine, placée sous le thème «Le renforcement de la coopération et des échanges entre les institutions législatives au service de la promotion des questions féminines à l'échelle mondiale», dont les travaux se poursuivront jusqu'au 28 octobre.

Khalil Aouir

PRESSE

Le Conseil de déontologie bientôt en place

LE MINISTRE de la Communication, Zoheir Bouamama, a annoncé hier que le projet de création et d'organisation du Conseil de déontologie de la presse est sur le point d'être finalisé. Ce texte, longtemps en suspens, sera prochainement soumis au gouvernement pour examen et adoption. Lors de l'ouverture d'une journée de formation dédiée à la protection des données personnelles, M. Bouamama a rappelé que l'éthique journalistique constitue une priorité dans son programme. «Le journaliste, de par sa position, se doit d'être un modèle en matière de respect des règles déontologiques», a-t-il souligné. Le ministre a également précisé que la déontologie représente l'un des cinq piliers essentiels du secteur de la communication, aux côtés de la professionnalisation, la compétence, la responsabilité, la liberté et le patriotisme. Cette formation vise à sensibiliser les journalistes aux obligations liées à la protection des données personnelles, conformément à la loi 18-07.

S. N.